

Défense de l'Occident

Nouvelle Série — 16^e Année

Février 1968 — N° 69

SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : <i>Après le Vietnam</i>	3
M. B. : <i>La publicité à la télévision. Faut-il nationaliser la publicité ?</i>	13
François D'ERCE : <i>Enquête sur un nationaliste occitan</i>	16
Pierre FONTAINE : <i>La bataille autour du dollar</i>	40
François SOLCHAGA : <i>Une nouvelle Guépéou : le N.S.T. police secrète soviétique</i>	47
C. F. : <i>La pénétration du communisme en Afrique du Nord</i>	55
LA CHRONIQUE DE PIERRE HOFSTETTER : <i>Le cas Quisling</i>	60
LA CHRONIQUE DES ARTS, par F.-H. LEM : <i>Vingt ans d'acquisitions au Musée du Louvre ; Cinquante-naire de Degas</i>	67
LES LIVRES DU MOIS : Pierre Dominique, <i>les Journées de Juin</i> ; Dossiers de Clan, <i>La Mort en face</i> ; Jacques Soustelle, <i>Les Quatre Soleils</i> ; Crapouillot, <i>Le Petit De Gaulle illustré</i> ; Jep Pascot, <i>Les Grandes heures du Roussillon</i> ; Jacques Ellul, <i>Métamorphose du bourgeois</i> ; Driès Van Coillée, <i>J'ai subi le lavage de cerveau</i> ; Paul Carrell, <i>Der Russland Krieg</i> ; Renée Davis, <i>La Croix gammée, cette énigme</i>	78
REVUE DE LA PRESSE D'OPPOSITION	85
DOCUMENTS : <i>Les Communistes pro-chinois en Italie</i> , par Agostino E. Carrino	93

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....
Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs
Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

Après le Vietnam

La niaiserie sentimentale des Français amène la plupart d'entre eux à souhaiter avec plus ou moins de véhémence la fin de la guerre du Vietnam. Politiquement, ce vœu n'est pas absurde. On peut penser, en effet, que la puissance américaine a mieux à faire que de s'immobiliser sur cet abcès de fixation. Il n'est pas déraisonnable de souhaiter que les Américains mettent fin d'une manière honorable à cette guerre et il est possible de soutenir sans absurdité que leur démonstration de force a été assez convaincante pour protéger efficacement l'Asie du Sud-Est. Ces thèses sont discutables et nous sommes loin de nous y rallier. On peut aussi soupçonner le gouvernement français lorsqu'il donne des conseils de modération d'imiter Alcibiade qui voulait qu'on coupe la queue de tous les chiens parce qu'il avait fait couper celle du sien.

Mais cette considération politique n'est pas ce qui meut l'opinion publique. On voit bien qu'une fois de plus (on avait pu s'en rendre compte à propos de l'affaire israélienne) c'est la thèse hypocrite du « petit Etat héroïque » qui emporte les adhésions. L'imbécile au grand cœur qui a laissé fort proprement assommer tous ceux qui étaient effectivement des faibles, les Allemands au moment de leur défaite, les Tchèques au moment de Prague, les Berlinoises à Berlin et d'une façon générale tous ceux qui sont écrasés par le char de la démocratie progressiste, se découvre un cœur infiniment tendre à l'égard du « petit

peuple vietnamien » sans se demander ce qu'il y a derrière. Faute de réflexion, l'imbécile au grand cœur confond le faible et l'abcès de fixation. Le « petit peuple vietnamien » est abondamment ravitaillé en matériel soviétique de premier ordre, les navires espions soviétiques grimés en inoffensifs cargos se placent respectueusement sur le sillage des porte-avions pour prévenir la D.C.A. d'Hanoï du décollage des bombardiers et tout se passe finalement comme dans cette guerre d'Espagne où chacun des deux camps rodait son matériel. Nous concevons très bien que, dans ces conditions, le malheur du peuple vietnamien, que ce soit celui du nord ou celui du sud, mérite tout à fait notre pitié, comme le méritait le malheureux peuple espagnol déchiré par la guerre civile. Mais, en de telles circonstances, on sait que chacun s'empresse de rejeter sur l'autre la responsabilité des souffrances infligées à tout le monde.

*
**

C'est un sujet de réflexion moins aléatoire que de se demander quelles sont les leçons qu'apporte la guerre du Vietnam et les perspectives qu'elle nous fait entrevoir.

Nous avons déjà parlé dans un article précédent de l'inadéquation grave qu'on peut découvrir entre les armes ultra-modernes dont l'armée américaine est équipée et les problèmes posés par la guérilla. Il est difficile à quelqu'un qui n'est pas un spécialiste d'aboutir à des conclusions justes en ce domaine. Il est certain d'abord que les Américains n'utilisent pas toutes leurs armes, mais qu'ils n'utilisent qu'une partie de leur arsenal militaire et scientifique. Il est non moins certain que cette guerre leur a appris beaucoup de choses, qu'elle leur a donné l'idée d'appareils et de méthodes entièrement nouvelles, qu'elle a mis en relief l'importance d'un matériel nouveau employé ici pour la première fois sur une grande échelle, celui des hélicoptères en particulier. Il est non moins certain que la guérilla a prouvé les ressources infinies dont disposait l'animal humain contre des armes massives et

aveugles. L'ingéniosité et la plasticité du tempérament extrême-oriental ont donné naissance à une infinité de solutions, qui toutes sont instructives, parce qu'elles amènent à se demander finalement si l'armement, même le plus moderne, peut triompher de certaines dispositions géographiques particulières. Mais il est très dangereux de transposer ces conclusions sur un autre terrain. L'ennemi des Américains n'est pas seulement le peuple nord-vietnamien, c'est la jungle elle-même. Là où les Américains rencontrent des difficultés, ces difficultés viennent, soit de leur hésitation à employer des moyens de destruction monstrueux, soit des solutions absolument imprévues que fait naître devant eux la combinaison d'un adversaire presque animal par sa souplesse, sa sobriété et son acharnement, et de la jungle elle-même. Il est donc extrêmement hasardeux d'en tirer la conclusion que la situation qui s'est créée au Vietnam pourrait être reproduite dans certaines parties de l'Europe. Les moyens d'accès, les pistes, le relief, la couverture sylvestre interviennent à chaque instant et donnent au terrain vietnamien une configuration tout à fait spéciale qu'aucune région d'Europe ne reproduit. Il serait dangereux de croire qu'une résistance analogue à celle du Vietnam peut être improvisée dans le Dauphiné ou le Massif Central, ou que des hérissons de maquisards ménagés dans certaines régions montagneuses et d'accès difficile pourraient inquiéter un occupant autant que les infiltrations vietnamiennes embarrassent les Américains. Ce calcul ne convient ni à la géographie de la France, ni à la disposition de ses villes et de ses bourgs, ni au tempérament du combattant français. Nous nous exposons, en concevant une tactique d'après une analogie superficielle, à ne créer que des nids de résistance qu'un occupant éventuel isolerait et contournerait sans difficultés et qui n'empêcheraient pas un quadrillage efficace du reste du territoire abandonné sans défense à la présence de l'ennemi ou de ses agents. Il y a lieu de tout redouter de généraux sans cervelle et sans expérience militaire qui, n'ayant jamais exercé, en fait, des commandements importants pendant une période de guerre, lancent avec irréflexion une population

désarmée dans l'effroyable aventure d'une résistance à outrance sur un terrain qui se prête malheureusement aussi bien à subir des invasions qu'un boudrome à recevoir des boules.

*
**

Mais les difficultés qu'éprouvent les Américains sont encore d'un autre ordre et les réflexions qu'on peut faire à ce sujet sont plus inquiétantes pour l'avenir. Les Américains ont commis l'erreur d'accepter au procès de Nuremberg, sans réflexion et sans retour sur eux-mêmes, les principes moraux et politiques d'origine marxiste dont il avait été commode de se servir pendant la guerre contre l'Allemagne. Pour pouvoir condamner les généraux S.S., ils ont déclaré en particulier, contrairement à la Convention de La Haye, contrairement au droit de la guerre tel qu'il avait été défini jusqu'alors par tous les peuples civilisés, que des combattants clandestins sans uniforme se mêlant à la population civile et procédant sur les arrières à des meurtres, des sabotages et des attentats, constituaient en fait les éléments d'une troupe combattante, qui avaient les mêmes droits de protection et de sauvegarde que les troupes régulières en uniforme couvertes par les conventions des belligérants. Il suffisait qu'à un moment quelconque ces troupes clandestines montrent un brassard ou quelque insigne capable de les différencier des civils proprement dits, pour qu'ils soient aussitôt assimilés à des combattants en uniforme. On voit immédiatement les conséquences pratiques d'une telle décision. Pour légitimer l'efficacité très problématique des maquis dans la guerre de 1940-1945, les Américains ont accepté le maquis à perpétuité. Toutes les formes d'infiltration et de combat sont désormais possibles contre eux. Ils n'ont jamais devant eux que des civils. Quand ils arrêtent ces civils, quand ils entravent leur circulation, quand ils les gênent d'une façon quelconque dans leurs entreprises, c'est la population civile qu'ils briment. Dans ces conditions, ils sont désarmés contre la mobilité et l'anonymat de leurs adversaires. Il leur est très difficile

et pour ainsi dire presque impossible d'éviter les coups de main sur des édifices publics, sur des villes entières, sur des faubourgs, sur des casernes et sur des camps, et ce qui doit étonner, ce n'est pas les incidents récents de Saïgon et de Hué, c'est qu'ils ne se soient pas produits plus tôt et sur une beaucoup plus grande échelle.

En même temps qu'ils se laissaient imposer ce respect si embarrassant du maquisard, les Américains avalaient sans la moindre protestation deux autres principes non moins dangereux et d'une application non moins étendue. Ils laissaient proclamer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, revendication ancienne et nébuleuse qui n'avait jusqu'ici produit que des catastrophes, et ils laissaient ériger comme un dogme le droit de tous les peuples au progrès démocratique, même par la force, contre les gouvernements autoritaires ou réactionnaires qui étaient un obstacle à ce progrès. En reconnaissant ces deux principes, les Etats-Unis ne se rendaient pas compte qu'ils laissaient les mains libres à l'Union Soviétique en tous terrains et dans toutes ses entreprises, tandis qu'au contraire ils se liaient les mains et se condamnaient non seulement à la défensive mais à la paralysie en toutes leurs mesures de défense. Car il était clair que le communisme était censé représenter le progrès et que, par conséquent, dès qu'un peuple choisissait le communisme, il était censé disposer librement de lui-même et s'avancer sans entraves dans la voie de la démocratie et de la liberté, tandis que lorsqu'un gouvernement, une armée, une police, une force quelconque s'opposaient au développement du communisme ou au passage d'un pays dans le camp communiste, il était évident que c'était là l'action criminelle d'une minorité d'opresseurs qui s'opposaient à la volonté du peuple. L'idée de progrès, telle qu'elle est formulée dans le charabia de Nuremberg, légitime la subversion. Cette subversion, même entreprise par une minorité, est censée être la volonté du peuple, ceux qui l'appuient et l'alimentent sont dans le sens du progrès et dans le sens de l'histoire, ils font une action bonne en elle-même, viennent *au secours d'un peuple opprimé*,

aident un peuple à *disposer de lui-même*, tandis que ceux qui s'opposent à la subversion sont toujours censés soutenir un gouvernement fantoche qui ne se maintient au pouvoir qu'en faisant couler le sang du peuple.

La libération de la France, la libération de la Pologne, la libération de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie doivent donc servir de modèle définitivement au processus selon lequel doit se réaliser l'histoire. Ce processus doit se reproduire dans tous les pays où le communisme a une possibilité de se développer. Après le procès de Nuremberg, les Américains ont encore commis la faute d'applaudir le déroulement de ce scénario là où il s'est fait à notre détriment, en Indochine et en Afrique du Nord. Ce scénario se déroule aujourd'hui contre eux. La seule arme politique qu'on puisse lui opposer, leurs principes démocratiques interdisent aux Américains de l'employer : c'est de déclarer le communisme hors-la-loi, de demander l'assimilation de tous les partis communistes à des associations de malfaiteurs, de considérer et de demander qu'on considère les agents communistes comme des agents de l'étranger et de déclarer par conséquent que la subversion est pour les individus une entreprise criminelle et pour les Etats qui la soutiennent un acte de guerre. Cette position de bon sens est malheureusement celle que les Américains eux-mêmes ont condamnée solennellement, elle leur est interdite. C'est pour cela qu'ils se trouvent en porte-à-faux au Vietnam et qu'ils se trouveront toujours en porte-à-faux dans toute guerre analogue, qu'ils ont contre eux « l'opinion publique mondiale » et en partie leur propre conscience. Ils ne retrouveront leur force et leur énergie que lorsqu'ils auront renoncé à cette erreur fondamentale.

*
**

Les Américains, assurément, ne sont pas assez naïfs pour imaginer que « l'opinion publique mondiale » qui se prononce contre eux puisse avoir quelque importance. Cette « opinion publique mondiale », exprimée par des radios et des télévisions contrôlées par les Etats, ou

par des journaux dominés par des groupes publicitaires ou financiers, donc indirectement par l'influence gouvernementale elle-même, n'exprime en fait que les pressions que les Américains veulent bien laisser exercer sur eux par des gouvernements mal disposés ou franchement hostiles. Je suppose que cette comédie ne leur en impose guère. Néanmoins, ils ont donné par convention à la « presse mondiale » une certaine importance, ils ont reconnu comme un facteur de la politique cette « opinion publique mondiale » qui n'existe pas en réalité et qui n'est qu'une batterie d'artillerie mise entre les mains de quelques-uns et, à ce titre, ils sont gênés d'avoir aujourd'hui contre eux cette force dont ils ont fait état si souvent dans le passé contre leurs adversaires. Mais assurément leur propre opinion publique leur importe bien davantage. Leur président et leurs militaires sont obligés de tenir compte des objections de ceux qui leur déroulent les conséquences des principes que le gouvernement américain a approuvés et laissé proclamer en son nom et cette distorsion morale est évidemment un élément de faiblesse au moment où les Etats-Unis ont besoin de rassembler leur énergie et leur volonté.

*
**

La victoire des Etats-Unis est-elle douteuse comme l'affirment avec une joie non dissimulée la plupart des journaux français ? Nous n'en savons rien. Le sang-froid, le calme, la confiance du commandement américain donnent en tout cas l'impression contraire. Les Américains défendent avec résolution le verrou vietnamien et cette opération n'est pas seulement, comme le prétendent de bons apôtres, une *opération de prestige*. Même à cet égard, les Américains auraient bien tort de céder aux bons conseils d'honorables spectateurs « objectifs », qui ne manqueraient pas quelques semaines plus tard de mener grand bruit autour de la « défaite » des Etats-Unis. Le verrou indochinois est un élément stratégique dans la défense du sud-est asiatique tout entier. Par là, il est un des *fronts* dans la défense de la liberté. Il est

en outre un symbole. La guerre du Vietnam rappelle à chaque instant que les Etats-Unis ne laisseront pas le monde communiste grignoter la ceinture de sécurité organisée autour de lui.

A plus longue échéance, les perspectives ouvertes par la guerre du Vietnam sont plus singulières. On n'y pense pas en général et on a tort. Ces conséquences lointaines nous font comprendre ce que pourront être les problèmes et les dangers de la politique internationale dans la dernière partie du vingtième siècle. Il est clair qu'à cet égard, les enseignements militaires et politiques qu'on peut tirer de la guerre du Vietnam sont inégaux pour les deux camps. Le camp communiste n'hésitera guère vraisemblablement à renouveler des opérations analogues, puisque ce sont d'autres pays qui supportent les destructions et les souffrances et qui font les frais d'une opération bénéfique pour le camp communiste par la propagande qu'elle leur permet de répandre et l'embaras qu'elle cause à leurs adversaires. Comme il suffit d'une minorité d'agents pour susciter des opérations du même type, on peut très bien se passer pour les provoquer de l'assentiment des populations ainsi exposées, que, du reste, l'idée vague de l'indépendance nationale et de l'anti-colonialisme suffit à entraîner. Au contraire, les Etats-Unis ne peuvent manquer à l'avenir d'envisager avec circonspection le rôle de gendarmerie mondiale que les événements leur ont confié. Le coût élevé de ces opérations de verrouillage, la paralysie partielle de leur activité en d'autres secteurs, les difficultés du dégagement, risquent de les mettre en état de moindre disponibilité lorsque d'autres foyers d'incendie apparaîtront. Nous devons donc apercevoir les conséquences de la guerre du Vietnam, quels qu'en soient les résultats militaires, sans nous faire aucune illusion. L'engrenage mis en place par les idées fausses de Nuremberg continuera à fonctionner. La chaîne perpétuelle, marche de l'histoire — aspiration à l'indépendance — subversion — révolte populaire, le tout financé et armé par l'appareil communiste dans les pays où la situation paraîtra mûre pour cette

opération, voilà l'avenir qui nous attend. C'est celui qui attend inévitablement ceux qui se laissent conduire par les diversions au lieu de frapper les centres nerveux qui inspirent et dirigent. L'Amérique de Truman a feint de ne pas voir en 1946 le danger que représentait la Russie Soviétique, elle n'est pas intervenue au moment où elle pouvait le faire. L'Amérique de Johnson a fait la même faute à l'égard de la Chine. Ces fautes lourdes se paient lourdement. Quelles que soient les guerres du Vietnam futures, le véritable vainqueur sera toujours celui qui inspire et dirige de loin la subversion jusqu'au jour où c'est lui qui recevra les bombes. La solution de toutes les guerres du Vietnam est à Pékin et à Moscou.

Le seul aspect positif qui se dégage à la longue de la guerre du Vietnam est la conscience plus grande qu'ont prise les Américains des contradictions internes, non pas du capitalisme mais de la démocratie. C'est pourquoi il n'est pas mauvais que des incidents, même graves, des humiliations, d'apparents reculs, viennent leur fouetter le sang. Il importe que les Etats-Unis sachent donner un contenu nouveau à la notion de démocratie. La révision générale que subit dans tous les pays du monde la formule démocratique traditionnelle, atteint, avec quelque retard, les Etats-Unis : les Américains se demandent aujourd'hui, après beaucoup d'autres pays, si les démocraties sont suffisamment armées politiquement pour se défendre contre le communisme, ils sont amenés à inventorier peu à peu la charge d'autorité et d'auto-défense qui doit être nécessairement intégrée à toute démocratie moderne. Il est bon que les événements les aident à dégager une notion virile, efficace, restrictive, de la démocratie. Si la guerre du Vietnam est le prix que doivent payer les Américains pour comprendre qu'on n'oppose pas de la flanelle à l'acier et qu'on ne peut combattre le communisme que par une notion entièrement nouvelle de la démocratie, impliquant sous l'épithète « moderne » le refus de toutes les tares idéologiques et de toutes les chimères qui ont rendu la démocratie impuissante à défendre la liberté, alors la guerre du Vietnam est une opération bénéfique. Les Français sont trop éloignés du

théâtre des opérations et trop étrangers à la mentalité américaine pour prétendre avoir sur l'interprétation des faits une influence quelconque. Nous ne pouvons en cette affaire émettre que des vœux. Nous devons souhaiter que la guerre du Vietnam rende aux Américains le même service que la guerre d'Algérie à la France, c'est-à-dire qu'elle soit l'événement qui leur permette d'évoluer vers des structures nouvelles plus toniques et plus efficaces, sans commettre toutefois comme nous l'erreur sur la personne, que la France paie par le ridicule et l'isolement.

Maurice BARDECHE.

M.
premi
la lib
suite
barr
s'adr
Guér
moir
faire
cons
1°
appe
eux,
cial,
naux
origi
tion
2°
elle
conc
de s
vait
donn
pres
les
gnés
de M
autr
naze
pou
deva
3°
quer
à or
véri
l'exi
le s

La Publicité à la Télévision

FAUT-IL NATIONALISER LA PUBLICITE ?

M. André Guérin a publié dans l'Aurore du 1^{er} février, en première page et en gros caractères, un éloquent appel pour la liberté de la presse. Il ne semble pas, néanmoins, qu'à la suite de cet appel, le peuple soit disposé à monter sur les barricades pour défendre le droit de M. André Guérin à s'adresser à 500.000 lecteurs. Cette apathie indigne M. André Guérin. L'indifférence de l'opinion publique serait peut-être moins énigmatique pour M. André Guérin, s'il voulait bien faire un retour sur lui-même et méditer sur les quelques constatations suivantes.

1^o Tous les journaux qui constituent aujourd'hui ce qu'on appelle la grande presse, ou tout au moins la plupart d'entre eux, sont nés d'un vol pur et simple, celui du fonds commercial, des installations, des locaux et de la clientèle des journaux qu'ils accusaient d'avoir collaboré avec l'occupant. Cette origine devrait inspirer à leurs représentants quelque hésitation lorsqu'ils parlent de morale.

2^o Lorsque la presse « issue de la Résistance » fut créée, elle avait pris un certain nombre d'engagements solennels concernant la publicité de ses ressources et la transparence de son fonctionnement. Les comptes et les bilans qu'on devait publier ne l'ont pas été. Les explications qu'on devait donner n'ont jamais été données. M. André Guérin a-t-il l'impression que tout est parfaitement clair à l'Aurore et que les lecteurs de l'Aurore se trouvent très exactement renseignés sur les participations de M. Boussac, sur le rôle exact de M. Lazurick et sur les raisons qui ont fait préférer à tout autre le talent de MM. André Guérin, Jean Mistler, Paul Bénazet (sans compter la digne Francine Bonitzer-Lazurick) pour leur confier en exclusivité les tribunes dont ils disposent devant l'opinion ?

3^o La presse « issue de la Résistance » a gonflé systématiquement certaines campagnes de haine et de mensonge, elle a omis sur d'autres points des rectifications essentielles à la vérité. Elle n'a même pas daigné informer son public de l'existence de thèses opposées, elle a organisé le black-out et le silence sur les sujets qui ne lui convenaient pas, elle a usé

de la forme de déloyauté professionnelle la plus basse en acceptant des listes noires de noms qu'on ne devait pas prononcer et de sujets auxquels on ne devait pas toucher. Avant de réclamer la liberté de la presse au nom de la défense de la vérité, M. André Guérin ferait peut-être bien de se demander si l'Aurore n'a pas donné depuis vingt ans quelques crocs-en-jambe sournois à cette même vérité qu'elle prétend aujourd'hui si jalousement défendre.

4° M. André Guérin qui est, si je ne me trompe, un homme de gauche, aurait pu se reporter utilement aux protestations de la gauche d'avant-guerre contre l'influence excessive de la publicité sur la presse et les pressions subies de la part des annonceurs les plus importants. Il aurait découvert à cette occasion que ses propres maîtres ont très souvent soutenu que la publicité avait été en bien des cas un obstacle à la liberté de la presse. M. André Guérin a-t-il vraiment l'impression que ce sont là des objections anachroniques et négligeables ? N'a-t-il jamais entendu parler de coups de téléphone provenant de gros distributeurs de publicité qui ont arrêté net une campagne en cours ou changé en quelques instants la disposition prévue pour une page ?

5° M. André Guérin qui est journaliste et qui, par conséquent, a pour métier d'être renseigné un peu mieux que le public, n'a-t-il jamais entendu parler depuis une dizaine d'années et davantage de scandales retentissants qui se sont trouvés opportunément étouffés ? M. André Guérin a-t-il la conviction que la presse a, depuis dix ans, rendu au public tous les services qu'on pouvait attendre d'elle ? Si elle se trouve aujourd'hui sans crédit et sans défenseurs, n'est-ce pas parce qu'elle a failli à sa mission ?

6° Très subsidiairement, comme disent les avoués, M. André Guérin qui est aujourd'hui si inquiet sur le destin de la « grande presse », parce qu'elle risque d'être privée de publicité, s'est-il jamais demandé comment réussissait à vivre la presse « véritablement indépendante » qui, elle, n'a jamais eu de publicité ? M. André Guérin, comme Octave rentrant en lui-même, aurait pu se demander à cet égard si la « grande presse » dont le destin lui inspire aujourd'hui tant de souci, n'a pas été à l'égard de la presse « véritablement indépendante » ce que la télévision risque d'être aujourd'hui pour la grande presse ? Quelles mesures M. André Guérin a-t-il proposées pour protéger les journaux indépendants qui luttèrent alors dans la solitude et dans la pauvreté ? C'était cela l'exigence véritable de la liberté de la presse. Où sont les plaidoyers de M. André Guérin pour sa défense ?



Si M. André Guérin, au lieu d'enfiler des phrases, avait bien voulu réfléchir à ces faits, il aurait aperçu peut-être quelques-unes des raisons pour lesquelles le peuple n'acclamera pas M. Lazurick si celui-ci entreprend une campagne des banquets. Néanmoins, nous n'abandonnerons pas M. André Guérin dans cette circonstance. Il est de l'intérêt général qu'il existe une presse largement répandue qui puisse contester la politique du pouvoir. En ce sens, M. André Guérin, M. Lazurick et moi, nous sommes assis sur le même bateau, bien que nous fumions notre cigare ou notre pipe chacun dans notre coin. Mais alors, si nous parlions avec loyauté des problèmes de la liberté de la presse et de la publicité, est-ce que cela ne vaudrait pas mieux que d'enfiler des phrases ?

Il y a une solution que ni M. André Guérin ni aucun de ses confrères si éloquents ne semblent avoir envisagée un instant et qui pourtant est la solution qui devrait leur apparaître beaucoup plus qu'à moi comme une solution toute naturelle. Puisque c'est un transfert de la manne publicitaire qu'on redoute, pourquoi ne pas nationaliser la publicité et en rendre la ventilation automatique entre tous les organes de presse sans exception en fonction de leur prix et de leur tirage ? Cette solution permettrait d'établir une fois pour toutes une ventilation entre les ressources publicitaires de la télévision et celles de la presse écrite, de ne pas peser sur les décisions et les choix des annonceurs qui feraient paraître leur publicité là où ils le voudraient, mais de bloquer en une seule trésorerie la totalité des ressources publicitaires de presse et de les affecter à ce que M. André Guérin et ses confrères désignent, discutablement, comme l'objet naturel et fondamental de la publicité, le soutien de la presse indépendante ? La distribution automatique d'une part des ressources publicitaires déterminée d'après le prix et le tirage éliminerait les pressions des distributeurs et l'arbitraire gouvernemental ou officieux, elle éliminerait les malhonnêtetés, le compérage et les combinaisons. Et, s'il est absolument indispensable pour qu'il y ait une presse « indépendante » qu'elle vive sur une des tares de notre époque, à peu près comme autrefois le budget des paroisses était aidé par les taxes sur les bordels, n'est-il pas plus propre que cette manne d'une origine contestable soit distribuée par une machine automatique qui la répartirait une fois pour toutes comme la pluie et le beau temps ?

M. B.

Enquête sur un Nationalisme Occitan

On aurait pu croire, après le gigantesque lavage de cerveau qui suivit la victoire des Alliés en 1945, que le nationalisme serait à tout jamais condamné au silence et exclu définitivement de la scène politique. Or, on n'a jamais assisté à l'apparition d'autant de formations dites « nationalistes » que depuis cette date.

C'est ainsi que les Démocraties (occidentales et populaires) ont arrosé avec amour la montée des « nationalismes » algérien, congolais, israélien ou cubain ; et qu'il n'est pas jusqu'à la moindre île des Antilles qui ne réclame son indépendance, si on ne la lui a pas déjà accordée, au nom de son « nationalisme » imprescriptible.

Il est vrai que dans le même temps on bouclait Bab-el-Oued à grand renfort de chars d'assaut et qu'on envahissait démocratiquement le Katanga le lance-flammes à la main. Il est vrai aussi qu'on s'ingénie pour l'heure, toujours aussi démocratiquement, à forger une loi spécialement conçue pour interdire au N.P.D. l'accès de la Diète.

Un entomologiste de notre siècle aura tôt fait d'observer que le premier « nationalisme » est permis à tout pays un temps soit peu basané, et que le second est interdit sur toute l'étendue des territoires occidentaux. Selon, donc, que tel mouvement surgira dans telle ou telle région du globe, on le qualifiera de « nationaliste » ou de « nazi ».

Il y a ainsi les « nationalistes » d'Aden, de Tanzanie, des U.S.A. (noirs) ou du continent Arctique; et les « nazis » de France, d'Allemagne, des U.S.A. (blancs) ou d'Italie. L'exemple des U.S.A. montre bien qu'il y a là un critère de peau. Celui de la Rhodésie vient nous rappeler qu'il ne peut y avoir non plus de nationalisme blanc hors d'Europe.

Ainsi, et de manière générale, le nationalisme est interdit aux blancs depuis 1945, tandis qu'il est non seulement toléré mais inventé de toutes pièces chez toutes les autres races de la planète.

Nation-Etat et nationalisme

Mais qu'est-ce au fond que le nationalisme, et par quoi se distingue-t-il? Une réflexion superficielle le ferait volontiers dériver du terme de « nation ». Mais l'explication devient bientôt fragile si l'on songe que le nationalisme allemand ou italien ne daterait alors que du XIX^e siècle et que le nationalisme français serait né à Valmy. Faut-il donc attribuer le nationalisme à « l'éveil des nationalités » ? Les territoires et les peuples qui composent l'Allemagne ou l'Italie n'apparurent-ils qu'au XIX^e siècle ou étaient-ils des éléments ancestraux constitutifs de ces « nations » ?

C'est ici que se place le concept de « nation jacobine » issue de la Révolution de 1789. Une nation jacobine se distingue précisément par le fait qu'elle repose tout entière sur les principes de 1789 et sur une conception égalitariste de l'homme.

Contrairement aux nations réelles, les nations jacobines n'ont plus aucune raison — ni traditions, ni coutumes, ni réalités naturelles — de respecter des entités discriminatoires telles que les régions ou les langues vernaculaires. Bien plus, de telles entités, offensantes pour la Raison, ne sauraient que disparaître au nom de l'égalité des individus, des ethnies et des races, aimables « anachronismes » que le Progrès rendra bientôt inutiles.

C'est ainsi que la circulaire de l'abbé Grégoire en 1790 ne cache pas la nécessité de supprimer les patois pour

universaliser l'usage du français. Et Barrère ira plus loin encore en s'exclamant, dans son discours du 8 pluviôse an II : « Nous avons révolutionné le gouvernement, les mœurs, la pensée ; révolutionnons aussi la langue... » Est-ce donc cet aménagement du territoire que l'on pourra qualifier de nationalisme ?

Il est bien évident que non. Sauf à prendre le terme de nation dans son sens jacobin, c'est-à-dire révolutionnaire et administratif. Mais alors quel nationalisme pourrait naître d'un découpage administratif susceptible d'être refondu et cuisiné à toutes les sauces ?

Il va donc de soi qu'il ne peut y avoir de nationalisme, au sens profond du terme, que lorsqu'il y a respect des grandes réalités naturelles et historiques : condition humaine, particularités raciales, ethniques, linguistiques, etc., que lorsqu'il y a reconnaissance d'un état de fait ancestral.

Le nationalisme prend donc l'homme dans son intégralité physique *et* psychique, et la communauté sociale dans son individualité propre qui repose précisément sur la *communauté* de certains traits physiques *et* psychiques dans tel ou tel groupe humain. Le nationalisme, fondé sur une observation scientifique de l'homme, de l'homme dans son *intégralité* physique et spirituelle, est fondamentalement un humanisme.

Ainsi le nationalisme de Vercingétorix ne se définissait pas par rapport à la nation créée en 1789, pas plus que par rapport à Rome ou à la nation informelle que constituait alors la Gaule. Il se définissait par rapport au désir de certaines tribus gauloises de vivre selon leurs propres coutumes, avec leurs propres lois et leurs propres dieux. Le nationalisme — à l'opposé du chauvinisme cocardier — est *a priori* indifférent à la notion de frontière en tant que ligne administrative.

Le nationalisme est donc le point de rencontre du faisceau constitué par l'ensemble des traits physiques *et* psychiques propres à une communauté humaine. C'est ce qui m'autorise à préférer le terme de fascisme, sans aucune référence d'histoire contemporaine, qui évite précisément de confondre nationalisme et nation jacobine et

qui
tiell
nati

On
Il va
ne p
préh

Ce
gued
de la
venc
par
const

« co
trativ
en 17
l'app
dre l
de la

En
et su
rente
leurs
instan
qu'on
14 m
tan, c
une
demeu
n'ont
au no

Ces
compr
inébra
tant p
brutal
nées h

qui de surcroît met bien en évidence deux notions essentielles : l'intégralité et l'indissociabilité premières de la nation.

Le régionalisme occitan

On va voir que ce long préambule n'était pas inutile. Il va nous permettre, en entrant dans le *fait occitan*, de ne plus confondre des notions indispensables à la compréhension du problème.

Ce problème est d'ailleurs très simple à poser. Le Languedoc a été rattaché à la France en 1271, à la suite de la croisade contre les Albigeois (1). Le comté de Provence, lui, s'est uni librement au royaume de France par la Constitution provençale du 15 janvier 1482. Cette constitution lui garantissait ses anciens privilèges, ses « coutumes », ainsi qu'une complète autonomie administrative, voire politique. C'est ce contrat qui sera bafoué en 1789 et dont la violation provoquera, pour une part, l'apparition d'une « Vendée provençale » décidée à défendre les armes à la main un sol annexé avec les procédés de la Terreur.

En outre Languedoc et Provence, je veux dire sud-ouest et sud-est, ont en commun l'usage d'une langue différente du français et issue du moyen-âge, langue d'ailleurs ramifiée en divers dialectes : l'occitan. On saisira instantanément l'ampleur du problème quand on saura qu'on évaluait, il y a une trentaine d'années, à 10 à 14 millions le nombre des personnes connaissant l'occitan, c'est-à-dire le quart de la population hexagonale pour une superficie d'un tiers du territoire français. Ainsi demeure un élément irréductible dont cinq républiques n'ont pu venir à bout et qui défie les dogmes égalitaristes au nom desquels on l'a persécuté.

Ces deux données, dans leur sécheresse, permettent de comprendre l'existence en Occitanie d'une opposition inébranlable à la centralisation française, opposition d'autant plus grande que la réunion à la France a été plus brutale. Cette opposition s'est cristallisée autour de données historiques, naturelles, linguistiques qui en fondent

la légitimité et qui constituent le noyau doctrinal du régionalisme.

C'est ainsi que les pays d'oc ont connu deux grands mouvements régionalistes depuis un siècle. Le premier, le Félibrige, est né au cœur de la Provence au milieu du siècle dernier ; le second, l'Occitanisme (de l'Institut d'Etudes Occitanes ou I.E.O.) s'est développé à partir du Languedoc il y a un peu moins de cinquante ans.

Le Félibrige devait disparaître de la scène *internationale* à la mort de Frédéric Mistral. Entre temps la situation politique et sociale avait évolué : Le Midi avait connu en particulier la grande révolte de 1907 (provoquée — déjà ! — par la concurrence des vignobles algériens), dont le socialisme internationaliste, comme pour la Commune, s'est approprié depuis la paternité.

Mais les deux mouvements régionalistes développaient trois thèmes communs : reconnaissance d'une nation occitane politiquement concrétisée à Muret (1) et dont l'existence est ainsi attestée ; retour à la langue vernaculaire ; décentralisation politique.

Aujourd'hui encore le Félibrige conserve ses bastions dans le sud-est et l'I.E.O. est implantée solidement dans le sud-ouest (2). Tous deux possèdent un grand rameau commun qui va jusqu'à la chute de Montségur en 1244. Mais le particularisme régional de chaque mouvement est contraint de tenir compte d'une différenciation progressive : options religieuses (ouest protestant, est catholique), immigrations (espagnols à l'ouest, italiens à l'est), régime politique (ouest annexé plus tôt, donc plus imprégné du fait français, partant des principes jacobins), etc.

L'option linguistique allait opposer plus sévèrement les deux régionalismes : le Félibrige entendait prendre pour base les dialectes coutumiers usités à son époque ; l'I.E.O. proposait au contraire de revenir, pour faciliter l'unité régionale, à l'occitan œcuménique de 1244, évidemment modernisé mais sur une base essentiellement étymologique. Le particularisme félibréen risquait de favoriser, en fin de compte, la différenciation progressive des dialectes ; mais l'œcuménisme occitan confine, à la limite,

à l'artifice et à l'utopie et risque de se couper, par l'archaïsme de la reconstruction, des dialectes effectivement usités. Le problème est donc inextricable, voire même insoluble. Sans doute parce qu'on l'a mal posé.

Une autre opposition, plus profonde à mon sens, est celle des options politiques : le Félibrige tend confusément à refuser l'idéal républicain de 1789 au profit d'un fédéralisme à teinte monarchique (ce qui n'empêche pas les « rouges » d'y être nombreux : Fourès, Félix Gras, Ronjat, etc.); l'I.E.O. se veut de gauche et indéfectiblement attaché aux principes de 1789 : cela se trahit jusque dans la façon de résoudre le problème linguistique par la création artificielle d'une langue qu'on veillera ensuite à imposer, à l'opposé du pragmatisme félibréen soucieux avant tout de conserver la langue dans l'état où on l'usait.

Un « nationalisme » occitan

Ces deux écoles avaient le grave inconvénient intellectuel de trop s'attacher au passé et au folklore, au détriment des réalités de notre époque. Il devenait nécessaire de proposer à l'Occitan du xx^e siècle, au Gascon de Lacq et au Provençal de Marcoule un programme moderne susceptible de s'insérer dans notre monde actuel sans pour cela renier les données ancestrales. Les grandeurs épiques du Muret ne doivent pas faire oublier les problèmes sociaux, économiques, politiques même, propres à l'Occitanie, à commencer par le problème de sa survie en tant qu'entité communautaire spécifique.

C'est ce qu'à compris le Parti nationaliste occitan (P.N.O.), créé vers la fin de la guerre d'Algérie. La dénomination paraissait en tout point concorder avec mes préoccupations : de souche ariégeoise et longtemps résident provençal, le P.N.O. semblait dès l'abord offrir à mes questions la meilleure réponse souhaitable. C'est ce qui m'a engagé à le découvrir plus avant, dans sa doctrine, son programme, sa composition. Et c'est en quelque sorte une *enquête* — involontaire mais qui se révèle ainsi après coup — que je suis aujourd'hui en mesure de pouvoir présenter.

Pour son fondateur et actuel président, M. François

Fontan, la nation se définit comme « l'ensemble des hommes parlant, ou ayant parlé, une même langue » et « habitant, ou ayant habité, un même territoire » (3). C'est ainsi que les patientes recherches sur le terrain ont permis de délimiter, au canton près, la zone territoriale exacte du parler occitan. Langue et territoire configurent une entité originale, l'Occitanie, qui mérite *ipso facto* un statut national et par conséquent les structures d'un Etat lui permettant de s'épanouir avec son génie propre : d'où un choix politique précis, qui paraîtra de prime abord excessif mais qui demeure logique, celui de l'indépendance.

Qui dit langue, dit évidemment problème, et par conséquent solution. Celle du P.N.O. ne manque pas d'originalité puisqu'il propose une unification des dialectes locaux à partir des « formes phonétiques et grammaticales des dialectes centraux, modifiées par des emprunts aux diverses (*sic*) dialectes périphériques » (4). L'instauration d'un Etat occitan permettrait aisément, par un enseignement obligatoire, de généraliser cette langue phonétique unifiée en peu de générations.

Mais on voit tout de suite l'objection opposable à ce projet : cette langue unifiée — plus ou moins arbitrairement et arithmétiquement en faisant « la moyenne » des dialectes — ne correspondra somme toute à rien d'authentique : pure construction de linguistes, elle n'aura le mérite ni de reposer sur un parler populaire, ni celui de rattacher à une phase historique de la langue d'oc. Elle ne fait donc qu'aggraver le défaut déjà relevé dans la solution de l'I.E.O. : absence de fondement réel, aspect artificiel du procédé. Au reste, elle se rejette elle-même de la définition préliminaire de la nation, n'ayant été ni n'étant parlée par aucun ensemble d'hommes.

Il s'agit donc d'une construction de type purement jacobin qui tend à supprimer brutalement les dialectes locaux et à s'écarter sensiblement de la langue d'oc. C'est d'ailleurs sur ce point précis que le P.N.O. se voit violemment pris à parti tant par le Félibrige que par l'Occitanisme. On s'explique mal que, critiquant les velléités

« in
nism
impo
nétis
tans
En
que
citan
prati
l'écla
tion
Or, i
ne fe
tan d
que
A p
bien
rator
à la
rons
voir
deme
aurait
Des
contro
se for
certai
suffi
de la
duit u
de l'e
ler, c
dispar
citan
fronti
riales
une n
lée en
dre a
deux

« impérialistes » du provençal mistralien et l'œcuménisme archaïque de l'I.E.O., le P.N.O. puisse prétendre imposer en pays d'oc l'usage d'un esperanto dont la phonétisation outrée interdit de surcroît la lecture aux occitans eux-mêmes.

En outre, il se pose ici le problème catalan. On sait que la Catalogne était une des pièces maîtresses de l'Occitanie médiévale (1) et que le parler occitan y est pratiqué de Barcelone à Alicante. On sait également que l'éclatement de l'Occitanie a conduit à une différenciation progressive des dialectes et des régions politiques. Or, instaurer un occitan phonétique unifié en Occitanie ne ferait que différencier encore plus radicalement l'occitan du catalan, et compromettre définitivement le succès que pourrait avoir une tentative de regroupement.

A propos de la Catalogne d'ailleurs, on ne voit pas très bien pourquoi M. Fontan a écarté la solution d'une fédération occitano-catalane qui répond pourtant parfaitement à la définition qu'il proposait de la nation. Et nous verrons ce qu'il manque à la doctrine de l'auteur pour pouvoir écarter *rationnellement* cette solution qui n'en demeure pas moins sympathique et contre laquelle on aurait aimé avoir des objections précises.

Des objections, on peut justement en soulever à l'encontre de cette base uniquement linguistique sur laquelle se fonde le P.N.O. Une langue, en effet, n'est pas l'indice certain de l'existence d'une nation : le latin n'a jamais suffi à définir la Gaule même lorsqu'il était pratiqué de la Bétique à la Belgique. Toute centralisation a produit un impérialisme linguistique qui ne préjuge en rien de l'existence sous-jacente de nations. Peut-on alors parler, comme le fait M. Fontan, « d'ethnie latine, dont la disparition a créé de nouvelles nations » (3) ? Et si l'occitan avait produit un tel type d'impérialisme ? Si les frontières de l'occitan n'étaient que des frontières impériales ? C'est précisément le cas du problème catalan où une même langue — dans ses divers dialectes — est parlée en Occitanie comme en Catalogne. Quel critère prendre alors pour marquer la différence politique entre ces deux entités nationales ? Va-t-on s'amuser à mesurer le

degré de différenciation dialectale ? N'y a-t-il pas d'autres critères d'évaluation ?

Sans même prétendre aborder le débat entre langue et dialecte, on voit donc que le *linguisme* ne peut pas plus prétendre à être un nationalisme que la doctrine jacobine de la *nation-état*. La communauté d'un seul élément ne suffit pas à composer un nationalisme : parler une même langue, comme exercer la même profession, ou avoir le même nombre d'enfants, ou aimer les chats ne suffit, en regroupant les personnes ayant en commun ces affinités, pour obtenir une nation. Et l'on voit, dans l'exemple d'Israël, que si le territoire n'est pas une composante nécessaire, la langue ne suffit pas plus à définir la nation.

On ne définit pas une nation par sa langue seule (francophonie), par son peuple seul, par son histoire seule, par son territoire seul, mais par *l'ensemble* de toutes ces composantes, composantes à l'intérieur desquelles il est nécessaire d'établir une hiérarchie et un ordre d'importance. Nous verrons quelle doit être cette hiérarchie. Nous verrons aussi pour quelles raisons précises le linguisme a été choisi par le P.N.O. pour légitimer intellectuellement son existence.

Linguisme ou ethnisme ?

Il y a en effet une lacune grave, qu'on aura tout de suite relevée, dans ce « nationalisme humaniste ». C'est qu'on s'attendrait, dans cette hiérarchie des groupes sociaux que suppose tout nationalisme, à voir parler de races. Pour être honnête, d'ailleurs, il faut reconnaître que M. Fontan n'a pu esquiver le sujet. « Par race — écrit-il — on ne doit pas entendre uniquement l'ensemble des caractères anatomiques des individus mais plus encore leurs caractères bio-chimiques, c'est-à-dire la composition de leur sang et de leurs humeurs » (3), auxquels on ajoutera des caractéristiques psychiques.

Las ! le vague du vocabulaire (*sang, humeurs*), digne d'un Codex médicinal du xv^e siècle, laisse présager une certaine nébulosité dans l'élaboration intellectuelle du concept. Notre théoricien semble tout ignorer de l'héré-

dité, de Jean Rostand et de la génétique moderne. Je dis *semble* car je crois qu'il n'y a là que de l'habileté : on n'élude pas plus élégamment les réalités scientifiques avec des termes plus choisis (caractères *bio-chimiques*, *sang*, *humeurs*), et ce n'est pas pour rien que M. Fontan a voulu utiliser la phraséologie scientifique en usage aux siècles passés.

Le plus amusant de l'affaire est que, au nom même de cette notion de race dont il nous a livré une définition approximative qui lui ôte toute sa portée héréditaire et donc inéluctable, l'auteur rejette l'explication marxiste de l'histoire et écrit en particulier : « L'invention et l'adoption des techniques ainsi que la découverte scientifique ne peuvent elles-mêmes (*sic*) être causées que soit par l'action d'un principe spirituel, soit par des influences du milieu géographique et de la race sur les capacités et activités individuelles » (3). Certes, il est clairvoyant de qualifier le marxisme d'*idéalisme* (3), c'est-à-dire de *déréalisme*. Encore faut-il être précis et conséquent avec soi-même.

Car cette sympathique et lucide condamnation ne doit pas nous faire illusion sur ce qui en découle dans la doctrine du P.N.O. M. Fontan précise en effet : « Si l'on admet l'unité originelle [de l'espèce humaine]... les différentes manifestations de ces tendances [de l'espèce], leurs nuances ne peuvent provenir *que* de l'action diversifiante du *milieu* » (3). L'apparente condamnation du marxisme (idéaliste parce qu'il refuse de reconnaître l'existence active des races) débouche en fait sur deux truismes bien connus de la pensée moderne : la monogénèse et le matérialisme historique (géographique).

Ainsi, parmi les trois principes susceptibles de permettre l'invention de techniques, la création de civilisations et enfin l'élaboration d'une Histoire, un seul subsiste : celui du *milieu*. Le principe spirituel et le principe racial ont été escamotés proprement et simplement, sans justification, à la sauvette. On commence à comprendre pourquoi notre théoricien préférerait passer sous silence le caractère « coercitif », c'est-à-dire héréditaire du facteur racial, en omettant de mentionner l'existence de lois génétiques qui

constituent le moteur premier de la permanence raciale, tant dans le monde végétal qu'animal (et donc humain).

L'auteur peut donc prétendre refuser le marxisme au nom du principe racial sans cesser pour cela de rester marxiste. Ce tour de prestidigitacion n'avait pas pour but de nier le fondement du marxisme, mais de permettre l'introduction, dans une doctrine de type marxiste, de *l'élément ethnique sans lequel le linguisme ne peut pas s'ériger en nationalisme*. L'introduction aussitôt effectuée, notre théoricien se précipite à nouveau dans les bras rassurants du marxisme qu'il n'a quitté que le temps de franchir ce saut assez douloureux pour quiconque tente de faire coïncider une réalité et une fiction philosophique. Ainsi résout-on dialectiquement les contradictions internes et ce procédé, qu'on vient ici de saisir sur le vif, n'est que l'enfance de l'art... du sophisme.

Ecartée la race, il était facile, bien sûr, de faire également un sort à l'ethnie. M. Fontan n'y manque pas, qui écrit : « Les races ne forment plus des groupes humains *concrets*, mais se sont mélangées pour former des ethnies » (3). Il est cocasse de voir l'ethnie ravalée ainsi à un vulgaire métissage. Mais il est moins amusant de constater que notre théoricien s'avère incapable de distinguer *concrètement* les races, même quand elles varient du blanc au noir et au jaune. C'est inquiétant et pour le bon état de sa vision et pour la valeur qu'il convient dès lors d'attribuer à ses élaborations doctrinales.

C'est peut-être ce qui m'a le plus surpris dans ma fréquentation du P.N.O. et ce qui m'a interdit de sympathiser plus longtemps avec ses dogmes. Jamais je n'ai vu ces « nationalistes », ces « humanistes », ces « ethnistes », prêts à s'insurger pour une particule sémantique et ne cessant de villipender la colonisation franque du pays d'oc, se poser une seule question sur ce qu'ils dénomment le « peuple occitan » ou encore « l'ethnie occitane ».

Il est grave, pour un mouvement qui se prétend « ethniste », de reconnaître la spécificité géographique et linguistique de l'Occitanie sans jamais s'être intéressé au peuple qui habite ce territoire et qui parle cette langue. On affirme que la notion de race est aujourd'hui trop

vague pour pouvoir fonder quoi que ce soit. C'est oublier qu'il y a en pays d'oc un peuple, une communauté humaine physique et psychique qui existe matériellement et moralement et qu'il n'est pas possible d'omettre radicalement sous prétexte que sa composition ethnique serait trop difficile à étudier et à fixer. Quelle que soit cette composition, c'est elle, avant tout, qui a perpétué depuis des siècles ce composé qu'est le peuple occitan, qui a véhiculé cette langue, qui a occupé ce territoire.

Une nation, c'est d'abord un peuple. Parce que sans peuple, il n'y a plus qu'une réalité géographique, qu'un « désert humain », qu'une étendue.

Portrait ethnique de l'Occitanie (5)

Pierre Bec, président de l'I.E.O., n'a pas suivi cette méthode discutable d'élaboration doctrinale dans son étude sur la langue occitane (6). Il aurait pu, en effet, s'il avait voulu éviter le problème ethnique, soutenir la thèse d'une création purement gallo-romaine de l'occitan. Mais comme on n'échappe pas au fait qu'une langue ne peut être créée et parlée sans un groupe d'hommes pour ce faire, il a préféré au contraire soutenir la thèse de l'origine raciale de l'occitan et, pour concilier la chose avec les intérêts de la pensée régionaliste, il a choisi d'affirmer « la permanence des races préhistoriques et proto-historiques qui ont continué... à constituer l'élément fondamental des populations », ce qui permet d'expliquer la spécificité linguistique de l'occitan.

Cette volonté régionaliste de défendre la spécificité linguistique de l'occitan conduit cependant l'auteur à évaluer les apports ethniques à leur fausse mesure. En effet, la permanence de la civilisation mégalithique du III^e millénaire ne peut pas être démontrée du fait de l'absence de vestiges et de la rareté des traces laissées par cette civilisation.

En outre, les principaux vestiges que nous possédons de cette civilisation se trouvent non point en Occitanie, mais en Grande-Bretagne et en Armorique (temple mégalithique de Stonehenge en Angleterre). Et il est bon de rappeler à ce propos que la civilisation mégalithique

s'est répandue dans toute l'Europe occidentale avant d'être anéantie par les invasions ibères et baltes. Il est par conséquent difficile d'en tirer quelque argument en faveur de la spécificité occitane.

D'ailleurs les auteurs les plus disposés à admettre le postulat de la permanence pré-historique divergent considérablement sur la nature ethnique de cette civilisation mégalithique. M. Bec et M. Le Roy Ladurie (7) la confondent avec la civilisation des Ibères, et partant affirment allègrement que l'occitan est un « dialecte ibérique ».

Mais il se trouve qu'on discute encore pour savoir si les Ibères étaient ou non des Indo-européens, alors que l'occitan est indubitablement une langue indo-européenne. Il se trouve également que tandis que M. Bec voit dans les Basques les descendants de la civilisation mégalithique, M. Le Roy Ladurie leur donne pour ancêtres les Ibères. Dans le premier cas comment expliquer, avec une thèse ibérique, la différence profonde entre l'espagnol et l'occitan et va-t-il falloir donner à l'Espagne un substrat ethnique arabe pour expliquer cette différence ? Dans le second cas, avec une thèse également ibérique, comment expliquer la nature radicalement différente du basque et de l'occitan ?

Pourquoi pousser plus loin dans le bizantinisme ? La civilisation mégalithique n'a rien laissé de durable, cette rareté des vestiges contraint aux pires supputations : comment dans ces conditions attribuer à la civilisation mégalithique la paternité du peuplement et de la langue occitans ?

D'ailleurs, on sait que cette civilisation a été assez diluée dans toute l'Europe occidentale, et que de surcroît elle a probablement été remplacée purement et simplement, en Occitanie, par un peuplement ibère venu, pense-t-on, de l'Afrique du nord et par un peuplement ligure venu d'Italie.

Ces deux substrats sont attestés dans le sud-ouest et dans le sud-est. Mais ils ne constituent pas, et de loin, l'élément fondamental du peuplement de l'Occitanie. On sait en effet que, entre — 1500 et — 1000, une première invasion celte a déferlé dans la vallée du Rhône, suivie

ver
les
bli
mic
de
I
voit
pas
ter
ethn
pré
fero
E
fer
pop
écon
rech
de
1^{er} s
côti
le p
La
toire
la fi
renc
alors
fure
est.
lois
la L
de
Pyré
phiq
tiqu
De
Ibèr
fixer
la C
d'un
lie.

vers le VI^e siècle d'une seconde invasion celte. Vers — 350 les Celtes (Gaël = Gaulois, Walles, Welches) avaient établi deux grands royaumes en Occitanie : celui des Arécomiques autour de Nîmes et celui des Tectosages autour de Toulouse.

Il est surprenant, compte tenu de ces éléments, de voir M. Bec affirmer : « La vague celtique... ne semble pas avoir été très profonde en pays d'Oc. » et présenter ce tableau quelque peu schématique : « La dualité ethnique [France/Occitanie] est donc instituée dès la préhistoire : la venue et la répartition des Gaulois ne feront que l'accuser ».

En réalité, la suprématie halstattienne du travail du fer possédée par les Celtes a eu facilement raison des populations antérieures, et en particulier de la maigre économie de subsistance des Ligures et des Ibères. Les recherches toponymiques et l'étude des guerres romaines de pacification de la Gaule prouvent de surcroît qu'au I^{er} siècle avant notre ère l'Occitanie, en dehors des zones côtières métissées, était peuplée de Celtes tout comme le pays d'oïl.

La spécificité occitane ne s'explique pas par sa pré-histoire, mais par son histoire même. En effet, ce n'est qu'à la fin de la domination romaine que la Gaule se différenciera sensiblement. Le territoire des Welches subit alors des vagues d'invasion dont les plus marquantes furent les vagues franque et burgonde venues du nord-est. Sous la poussée de ces nouveaux arrivants, les Gaulois ont été refoulés dans le réduit breton et au sud de la Loire et s'y sont maintenus, bénéficiant en particulier de deux grands foyers traditionnels de fixation : les Pyrénées et les Cévennes, partant d'une position géographique militairement meilleure car permettant une politique défensive réelle.

Devant ce refoulement des Celtes, on peut supposer que Ibères et Ligures furent à leur tour repoussés pour se fixer dans les « poches » de la Catalogne française et de la Côte d'Azur qui leur offraient en outre la possibilité d'une « sortie de secours » vers l'Espagne et vers l'Italie.

On voit combien est différent le tableau proposé assez arbitrairement par les auteurs régionalistes et celui auquel on parvient en étudiant de près l'histoire de l'Occitanie. Et on découvre soudain le paradoxe suivant : au nord de la Loire, c'est la France ; mais au sud de la Loire, c'est la descendante directe de la Gaule. On s'explique mieux dès lors, si l'on tient compte du degré sensiblement différent de la romanisation des deux contrées, les différences de langue et de comportement. Et on ne s'étonnera plus de rencontrer, en pleines Cévennes, un type physique purement celte.

Mais broser ce tableau ethnique de l'Occitanie ne suffirait pas si l'on omettait de signaler les apports ultérieurs : d'abord la colonisation arabe limitée au littoral, bien moins longue que la colonisation grecque ou que la colonisation arabe en Espagne (chute de la Garde-Freinet en 987 et de Grenade en 1492 : 7 siècles d'écart) ; ensuite la colonisation juive fortement urbanisée et qui atteint son apogée au Moyen Age (université de Lunel) ; enfin les immigrations piémontaise à l'est et ibérique à l'ouest. Ainsi aurons-nous un portrait, difficile à chiffrer dans ses épices étrangères, mais suffisamment précisé dans ses grands traits, du peuple occitan.

Voilà ce que nous aurions aimé retrouver, même contesté, dans la doctrine « ethniste » du P.N.O. et dans son « analyse scientifique des relations humaines » (8). Des études de ce genre seraient, paraît-il, « trop vagues ». Elles permettent cependant fort bien d'expliquer la langue et l'histoire de l'Occitanie. La carte linguistique de l'occitan ne devient-elle pas lumineusement claire dès qu'on la superpose à sa « carte ethnique » ? Ne découvre-t-on pas sous un jour nouveau la forte *urbanisation* du catharisme oriental et le caractère *unanime* de la résistance occitane à la croisade française lorsqu'on replace les acteurs, les villes et les régions dans leur contexte ethnique ?

Le P.N.O. et le gaullisme

Que signifie dans ces conditions le « nationalisme » élaboré presque *ex nihilo* par M. Fontan ? Quelques citations

le feront bien vite entrevoir avec la devise du P.N.O. : « Pour une internationale des Nationalismes » et l'article 4 de ses statuts : « Le second objectif du parti est le soutien de toute lutte pour l'indépendance et l'unité de chaque nation dans le monde ». Ce « nationalisme » n'est bien évidemment qu'un internationalisme où la nation n'est plus guère qu'un prétexte.

Que le nationalisme occitan ait des sympathies en faveur de la décolonisation en soi, c'est tout à fait normal : on peut difficilement être nationaliste pour soi et colonialiste pour les autres. Mais est-ce à dire qu'il faille soutenir l'indépendance de l'Algérie, du Kurdistan ou du Congo belge ? Il est certain que non.

Je m'explique : le nationalisme n'est pas une doctrine *progressiste* mais essentiellement *conservatrice*. Il ne tend pas à vouloir imposer une conception de l'homme contraire aux réalités naturelles mais simplement à conserver et qui n'a aucune prétention à l'œcuménisme.

Mais en admettant même qu'un nationaliste ait la velléité d'appliquer sa façon de voir aux autres nations et autres peuples, va-t-il soutenir l'indépendance de l'Algérie ou du Congo belge ? Bien sûr que non, puisque *ce ne sont pas des nations*. M. Ferrhat-Abbas le reconnaissait bien volontiers : l'Algérie n'est pas une nation, c'est un cadre administratif baptisé d'un nom. De même que le Congo belge, entité arbitrairement découpée selon des critères géométriques et diplomatiques plus qu'ethniques par Léopold II et la Conférence de Berlin.

Vais-je alors, au nom du nationalisme, de l'anticolonialisme et de l'antiimpérialisme, œuvrer en faveur de l'indépendance de ces entités qui, devenues indépendantes, se révéleront : n'être pas des nations, être colonialistes, être impérialistes ? Ai-je moins de raison de lutter contre la Belgique et son apport civilisateur que contre le Congo de M. Lumumba qui non seulement fait ravager le Katanga par l'O.N.U. et ne lui apporte rien mais lui prend tout au contraire : territoire et richesses naturelles ?

Aussi bien, je m'étonne que M. Fontan, « nationaliste »,

œuvre en faveur des colonisations algérienne (des minorités berbères) ou congolaise.

Car notre théoricien a dressé une carte occidentale des ethnies où l'on voit l'Algérie nettement divisée en quatre parties soit arabes soit berbères, parties qui chevauchent d'ailleurs le Maroc et la Tunisie contestant également ces entités comme nations. Et je ne vois pas pourquoi, à soutenir *toute lutte... dans le monde*, s'hypnotiser sur les luttes du tiers-monde et ne pas lever le petit doigt pour la réunification de l'Allemagne et de l'Autriche en une seule entité, comme le suggère la carte ethnique de l'auteur (3).

Ainsi le P.N.O. a-t-il pour préoccupations majeures (dans la pratique) de s'intéresser activement au Tiers-monde et préfère signer des pétitions en faveur de la rébellion kurde plutôt que d'entreprendre un véritable combat d'opposition à la centralisation française (premier objectif, théoriquement), et plus particulièrement à « l'aménagement » gaulliste du territoire.

Mais au fait, comment cette formation pourrait-elle être antigauilliste ? Non seulement elle prétend s'inscrire dans le vaste mouvement de « décolonisation » dont M. de Gaulle a été le triste champion ; mais encore M. de Gaulle tend, sinon à un rattachement comme le souhaite M. Fontan (8), du moins à une libération du Québec. M. de Gaulle ne dénonce-t-il pas aussi l'Impérialisme — impérialisme qui ne saurait être dans la pratique qu'anglo-saxon ? — M. de Gaulle, enfin, ne réalise-t-il pas cette orientation « gaulliste de gauche », « nationale-communiste » (3) que M. Fontan appelait de tous ses vœux en 1961 ?

Il y a en outre que la décentralisation jacobine pratiquée avec les méthodes technocratiques modernes du pouvoir gaulliste ne fait que creuser le fossé qui sépare la France du nord et celle du sud, et qu'en bon marxiste M. Fontan ne peut que souhaiter le déracinement et la prolétarianisation en Occitanie. Ces deux facteurs sociaux prépareront une phase pré-révolutionnaire que le P.N.O. est disposé à exploiter au mieux dès qu'elle s'ouvrira.

C'est ainsi que ce mouvement voit dans la V^e Répu-

blique un bienfait béni des dieux — dont on se félicite en comité restreint — tout en proclamant *urbi et orbi* l'antigaullisme général de la France du sud, preuve supplémentaire d'une nation occitane unanimement à gauche, dont on s'enorgueillit bien haut.

Au reste, M. Fontan se trahit assez bien lorsqu'il avoue : « On pourrait nous trouver... quelques sympathies pour les maoïstes ou pour les gaullistes de gauche » (8). Prenez la doctrine racial-communiste du maoïsme et une république autocratique national-communiste et vous avez le programme du P.N.O. réalisé : décolonisation, opposition à l'entrée dans un super-Etat européen, participation du salarié aux bénéfices de l'entreprise, évacuation de l'Algérie, dénonciation du Pacte Atlantique (9). Que demander de plus au gaullisme ?

Le P.N.O. et le mondialisme

Ce mouvement n'est cependant pas gaulliste, et c'est M. de Gaulle qui serait plutôt national-communiste. D'ailleurs le P.N.O., quoique fils naturel du marxisme, ne peut décemment tout ignorer du nationalisme qu'il prétend être.

Aussi commence-t-il par reconnaître le nationalisme comme *opinion* et c'est déjà un progrès par rapport à M. Sartre. Il est vrai que dans la pratique le P.N.O. ne reconnaît *activement* que les « nationalismes » de couleur. Il a la bonté de rappeler l'exemple de la Hongrie ou le cas de l'Ukraine. Mais cet effort épuise sa magnanimité.

Le P.N.O. a également le mérite d'avoir entrepris l'esquisse d'une distinction entre les idéologies. Il distingue donc entre « impérialisme », « cosmopolitisme » et « inter-nationalisme ». Un terme sur trois pourrait nous ravir, mais l'illusion est vite dissipée par les définitions : l'« impérialisme » qualifie les mouvements expansionnistes à caractères nationaux tandis que le « cosmopolitisme » (ou mondialisme) qualifie les doctrines universalistes (christianisme, libéralisme, démocratisme, pacifisme, marxisme, etc.). Confusion évidente qui amène

M. Fontan à se ranger côte à côte dans les impérialismes le judaïsme... et le national-socialisme (dit « nazisme »)!

On eut préféré qu'il soit distingué une fois pour toutes entre la croyance aux dogmes de 1789 (de filiation incontestablement judéo-chrétienne) et le refus de ces dogmes, car on ne peut sérieusement prétendre, quand on est théoricien, classer des *idéologies* en fonction de critères de *politique extérieure* (expansionisme national par exemple).

Et on voit bien que l'identification des doctrines selon un critère de pratique politique n'aboutit qu'à une confusion générale : le christianisme comme le marxisme sont des idéologies impérialistes, messianiques, tout comme le judaïsme, le démocratisme et de manière générale comme toute doctrine d'origine judéo-chrétienne. Inversement, l'analyse montre que toutes ces doctrines impérialistes sont mondialistes : elles veulent s'imposer au monde parce qu'elles estiment être également valables pour tous les hommes, tous les peuples et toutes les races.

Quant à « l'inter-nationalisme », dont M. Fontan se veut le premier théoricien, non seulement la confusion possible (voulue ?) du terme peut engendrer quelque réticence, mais l'étude même des bases doctrinales du P.N.O. nous a suffisamment montré qu'il fallait le situer, bel et bien, dans ce « mondialisme » dont il se prétend radicalement différent.

Il suffit de feuilleter les statuts du P.N.O. pour le voir réclamer l'égalité juridique des nations (démocratisme international) et la dissolution de toutes les forces armées, la destruction de toutes les armes de guerre, la suppression des rapports de force entre nations et l'instauration d'une paix générale (pacifisme et mondialisme); de lire sa bible pour le voir expliquer l'histoire par le milieu (économico-) géographique et l'impérialisme par l'attitude des classes dominantes (marxisme).

Mais en politique *intérieure*, dans l'application *concrète* de toutes ces belles théories, il ne faut point chercher trop d'utopies, et en cela le P.N.O. aurait droit à quelque sympathie. Il prévoit en effet la priorité des Occitans dans

tous
la r
inve
rapp
M
nées
ricie
qui
déco
prog
trati
quel
300 m
vent-
Je
cader
tes d
du m
pitali
des M
la nu
gent
pes ?
Ces
le P.N
les a
franc

Un
désag
quent
aussit
séduis
avec
de ces
Ains
d'abor
les ré

tous les emplois publics et privés du futur Etat occitan ; la restriction *maximum* de l'immigration étrangère ; des investissements étatiques prioritaires pour l'Occitanie par rapport aux investissements Outre-Mer (4).

Malheureusement ces bonnes intentions sont vite ruinées par l'attitude effective de cette formation. Quel théoricien du P.N.O. pourra en effet m'expliquer la corrélation qui peut exister entre le soutien *actif* de la lutte pour la décolonisation et l'évacuation de l'Algérie, et les points de programme ci-dessus. Prenons l'Algérie : d'où vient l'infiltration allogène que le Midi subit plus que tout autre ? quels vins concurrencent les vignobles méridionaux ? les 300 milliards annuels « investis » (donnés) en Algérie servent-ils au reclassement des mineurs de Decazeville ?

Je pose alors les questions suivantes : d'où vient la décadence économique de Marseille ? d'où viennent les émeutes de Narbonne et d'ailleurs ? d'où vient la détérioration du marché de l'emploi ? qui sont les plus nombreux hospitalisés de l'Hôpital-Nord de Marseille des Occitans ou des Nord-africains ? pourquoi ne peut-on plus sortir seul la nuit dans certains quartiers de Toulouse ? pourquoi l'argent manque-t-il pour équiper l'Ariège ou les Basses-Alpes ?

Ces questions là, il faut bien que je les pose, puisque le P.N.O. ne les a jamais posées, n'y a jamais répondu, ne les a jamais précisées dans leurs termes brutaux mais francs et honnêtes.

Un organe de subversion

Un dernier ordre de remarques évitera à beaucoup les désagréments d'une méprise. Il suffit pour cela d'avoir fréquenté les principaux animateurs du PNO. On découvre aussitôt, derrière des théories d'autant plus brillantes et séduisantes qu'elles évitent l'embarras d'une confrontation avec les faits et les événements, la composition précise de cette formation.

Ainsi, le président-technicien du P.N.O. se présente d'abord comme un ancien anarchiste repentini qui devant les réalités a choisi un jour de présenter amende hono-

rable et de se guider désormais sur les faits. Mais il vous révélera bientôt — en comité restreint — qu'il est toujours sous le coup d'une condamnation pour aide au F.L.N. algérien.

Et on découvrira très vite les sympathies de ses collaborateurs quand on saura que l'un des principaux animateurs du mouvement a été amnistié pour le même type de délit, que plusieurs animateurs régionaux ont été exclus du Parti communiste, et que tel autre grenouille entre les gaullistes de gauche et de P.S.U. Je puis ajouter que le P.N.O. ne rate aucun des colloques de « forces de gauche », entretient les meilleures relations avec certains groupes locaux des Jeunesses communistes révolutionnaires (J.C.R.), calque ses structures sur celles du Parti communiste et n'exclue pas le recours à une « guerre de révolution nationale ».

Cette tendance d'extrême-gauche, maoïste ou castriste comme on voudra, est indubitable même si le P.N.O. prétend n'être ni de droite ni de gauche et rassembler d'anciens communistes comme d'anciens « O.A.S. ». Nous en avons eu des preuves manifestes. Mais le problème est de savoir si elle est spontanée, fortuite, ou bien au contraire consciente et volontaire.

En d'autres termes, s'agit-il d'une simple réunion de gens de gauche s'attirant mutuellement par un déviationnisme pseudo-ethniste ou bien au contraire d'une opération, sinon montée consciemment, du moins inspirée et « manipulée » par quelque stratège révolutionnaire ? Et en ce cas, quel serait l'animateur *réel* de ce mouvement dont le but premier et avoué est de scinder la France en deux sans reculer au besoin devant une guerre civile ?

Je me suis souvent posé la question. Et ce n'est pas parce que je ne puis actuellement y répondre qu'on peut m'interdire de la poser. Je ne pourrais être qu'extrêmement *soulagé* si une preuve était apportée à mon excessive méfiance. En particulier, il serait instructif de connaître les sources exactes de revenus, non seulement du parti lui-même, mais également de certains membres influents de son Comité central.

Quelle que soit la réponse qui pourra être apportée à

cette
d'abo
dans
trep
bouc
une
No
recep
form
tagne
pour
les v
niste
débo

S'i
moir
Et d
de re
sible
citan
est
l'abs
duire
le ca
ditio
Au
géné
réel
cept
être
Ce
que
naître
qu'e
fond
cept
univ
pris

cette question, dès à présent cette étude nous a permis d'aborder à la fois le problème régionaliste en France dans un exemple concret, et la découverte d'un type d'entreprises révolutionnaires progressistes susceptibles de déboucher un jour sur un Front de libération nationale ou une Armée de même nom.

Nous avons pu saisir ainsi sur le vif non seulement les recettes d'élaboration doctrinale qu'utilise un tel type de formations, mais l'apparition en Occitanie, comme en Bretagne et ailleurs, d'organisations parfaitement structurées pour, au nom d'un simulacre de nationalisme, cristalliser les volontés régionalistes sur des dogmes ratio-confusionnistes et sur un combat dont on n'exclut pas de le voir déboucher sur une subversion moins pacifique.

Conclusion

S'il était difficile d'être concis en pareille matière, au moins avons-nous pu faire le point assez complètement. Et dès lors il n'était pas inutile de publier cet ensemble de réflexions, qui permettra de dissiper des illusions possibles tant de la part de nationalistes sincères que d'Occitans légitimement épris du pays d'oc. La construction est trop brillante, le programme politique trop précis, l'absence de sectarisme trop apparente pour ne pas séduire jusqu'aux plus sensés (10). Cela ne doit pas cacher le caractère discutabile du fondement doctrinal, qui conditionne tout le reste.

Aux premiers, nous pouvons proposer une philosophie générale véritablement fondée sur l'analyse scientifique du réel et sur les données des sciences de l'homme — conception dont le maître le plus incontestable me paraît être Alexis Carrel, prix Nobel de médecine en 1935.

Cette philosophie — positive et pragmatique — ne peut que rejeter radicalement le dogme égalitariste et reconnaître comme communauté sociale essentielle (de même qu'elle reconnaît dans la famille une communauté vitale fondamentale). Une telle philosophie ne peut pas plus accepter, en matière d'utilité politique, les autres doctrines universalistes où le dogme égalitariste est pieusement repris et transmis de l'une à l'autre.

Aux seconds des éventuels clients du P.N.O., aux Occitans, nous proposerons dans un premier temps le droit de s'épanouir pleinement par l'intermédiaire d'assemblées régionales qui pourront jusqu'à disposer du droit de décision politique, dans une France largement décentralisée, et avec une libre pratique des langues vernaculaires. Il va de soi qu'il ne peut y avoir de place, dans ce programme, pour l'autocratie gaulliste et ses « aménagements ».

Dans un second temps, et pour éviter un éclatement brutal des nations qui serait désastreux pour tous, nous leur proposerons l'élaboration d'une Europe politique convaincue des réalités ethniques, au sein de laquelle les ethnies pourraient aisément se regrouper à leur gré et dans laquelle, par la substitution d'un Etat européen aux « nations » premières, l'Occitan du Val d'Aran et celui du Limousin se retrouveraient de plain-pied avec celui de Perpignan ou d'Alicante. Ils auraient alors loisir d'œuvrer, entre occitans, à la naissance d'une communauté susceptible de retrouver *progressivement* la même langue, les mêmes mœurs, le même génie.

Il fut un temps où l'on pouvait encore entreprendre de tout détruire pour édifier ensuite plus librement. Mais pour faire ainsi le bonheur des peuples malgré eux on commençait par leur infliger d'abord de terribles commotions dont ils ne ressortaient jamais sans quelques stigmates douloureux. Aujourd'hui, avec la centralisation poussée de plus en plus à son extrême degré, on ne peut plus remettre sérieusement en question les statuts locaux que dans les capitales.

C'est l'un des enseignements que nous avons tiré de la guerre d'Algérie : quelle que soit l'efficacité des rébellions locales, les traités se signent ou du moins se dessinent dans les capitales. Ce sont les nations, les Etats actuels eux-mêmes qui, sauf démantèlement de *l'extérieur* ou *lente* décomposition interne, décideront de leur avenir : entités jacobines coercitives inconfortablement plaquées sur les réalités ethniques, ou communautés naturelles d'hommes enfin libres d'être eux-mêmes.

J'ajoute qu'une telle option est indissociable de l'option européenne. De même que l'Occitanie possède les fonde-

ment
unité
régio
lénai
lisme
natio
pas

Air
mun
race

(1

(2

d'ac
voir

(3

nist
dent

(4

(5

vie
dite

(6

n° 1

(7

(« C

(8

mag

(9

ces

par

n'er

(1

qua

ont

rali

du

ments ethniques, historiques, linguistiques, culturels d'une unité, de même l'Europe a en commun dans toutes ses régions un peuplement indo-européen, une histoire tri-millénaire, une civilisation élaborée. Concevoir un nationalisme occitan ne peut aller sans concevoir également un nationalisme européen. Ces deux nationalismes ne sont pas contradictoires, mais au contraire complémentaires.

Ainsi rassemblerons-nous, à tous les niveaux, des communautés d'hommes enfin fiers de leur langue, de leur race et de leur destin.

Alicante-Paris, 28.12.67-7.1.68

François d'ERCE

(1) Cf. notre article in *D. O.*, 1967, n° 61, pp. 25-36.

(2) Qui se prolonge en Comités occitans d'étude et d'action (C.O.E.A.) plus politisés et de tendance F.G.D.S., voire P.S.U.

(3) F. Fontan, *Ethnisme, Vers un nationalisme humaniste*, 1961 (sans lieu), 64 p., accompagné d'une carte occidentale des ethnies.

(4) Parti nationaliste occitan, *Statuts*, sans lieu ni date.

(5) Ce « portrait » est la synthèse d'une étude poursuivie en collaboration avec M. Roux et qui est restée inédite.

(6) P. Bec, *La Langue occitane*, 1963 (« Que sais-je ? » n° 1059).

(7) E. Le Roy Ladurie, *Histoire du Languedoc*, 1962 (« Que sais-je ? » n° 958).

(8) F. Fontan, *Interview* du 5.11.1967 à « Provence magazine » (non publiée).

(9) J'attire l'attention sur le fait remarquable que tous ces points de programme (voir note 4) ont été édictés par le P.N.O. avant 1962, avant même que M. de Gaulle n'en annonce la réalisation.

(10) On jugera de l'influence intellectuelle du P.N.O. quand on saura que la plupart des thèses de M. Fontan ont été reprises par M. Guy Héraud, du Mouvement fédéraliste européen (excepté bien sûr l'option antieuropéenne du premier).

La bataille autour du dollar

Les escarmouches monétaires des derniers mois de l'an passé ne sensibilisent que peu le grand public français peu instruit en économie politique. L'homme de la rue n'y comprend rien et son sentiment sur les gros titres des journaux traitant ce problème s'identifie à ses sympathies ou antipathies personnelles pour les pays en cause et non pour leur système financier. Il faut surtout remarquer que les partis et les hommes aux doctrines trucidant — sur le papier — les abus du grand capitalisme se taisent. Leur silence est dû soit à l'incompétence, soit au désir de ne pas prendre parti pour la thèse d'un homme combattu sur d'autres plans politiques. L'économie-politique va au-delà des politiciens de passage au pouvoir; M. Khrouchtchev, lors de son voyage aux Etats-Unis, n'hésita pas à s'enfermer un long moment en tête à tête avec un israélite, roi de la finance américaine, Bernard Baruch. L'anticapitalisme et le capitalisme le plus affairiste ont peut-être besoin de certains terrains de rencontres...

D. O. fut un des rares organes à s'occuper opportunément des problèmes de l'or et du pétrole; sa première étude sur l'or remonte à treize ans. La situation n'a guère évolué depuis à part des transferts de stocks, quelques spéculations sur l'incertitude du lendemain provoquée par les menaces de guerre de plus en plus pres-

santes
de l'o
trop
naie.
le pét
que l
vaut
ment
ductio
l'impé
ment.
que le
de la
intérie
teur c
de ma
le dic
semi-li
sistes
idéolo
mondi
Les
le mor
de la
rente,
mières
avec le
tion »
gèrent
princip
l'U.R.S
carré
les agr
Grand
l'Italie
devinr
elles n
occiden
régime
l'Allian

santes. Les Etats-Unis refusant de réévaluer les cours de l'or (fixé à 35 dollars l'once en 1934), rien ne pouvait trop varier dans les rapports internationaux de la monnaie. Il faut reconnaître — l'acier, le cuivre, le manganèse, le pétrole, le fer, etc... n'étant plus au cours de 1934 — que le système du dollar-papier à cours imposé équivalait à une colonisation économique mondiale extrêmement gênante pour les états sans équivalence de production industrielle, surtout, pour les pays pauvres que l'impérialisme du dollar confine dans le sous-développement. Il ne semble pas que les Etats-Unis aient compris que leur dictature monétaire, favorise l'anti-américanisme de la majeure partie du tiers-monde désireuse d'économies intérieures libres. Quand un pays devient maître du facteur des échanges (dollar) et d'une majorité des sources de matières premières (pétrole, minerais), il est en réalité le dictateur occulte des pays à tendances libérales ou semi-libérales. Le bloc de l'Est, la Chine et les progressistes asio-africains, puisent l'excitation de leur aliment idéologique dans la frénésie de domination économique mondiale des U.S.A.

Les Etats-Unis ont entamé une partie de poker dans le monde entier. La première phase fut le démantèlement de la vieille Europe Occidentale, sa principale concurrente, tirant l'essentiel de ses ressources en matières premières de ses colonies à circuits commerciaux privilégiés avec les métropoles. Ainsi Roosevelt lança la « décolonisation », et, dans le sillon tracé par les Américains, s'engagèrent les Russes heureux de ce travail préparé par leur principal adversaire (On sait que ni les Etats-Unis, ni l'U.R.S.S. ne décolonisèrent et n'abandonnèrent un mètre carré de leurs possessions extérieures ; au contraire, ils les agrandirent depuis la deuxième guerre mondiale). La Grande-Bretagne, la France, la Hollande, la Belgique, l'Italie, ne bénéficiant plus de leurs appoints d'outre-mer, devinrent vulnérables économiquement et militairement ; elles ne pouvaient que solliciter la tutelle du grand frère occidental d'Amérique si elles désiraient conserver un régime d'économie libérale (capitaliste). L'O.T.A.N. et l'Alliance Atlantique (fournitures d'armements *made in*

U.S. payables en dollars) devinrent d'excellents débouchés pour l'industrie américaine. L'Europe, corsetée militairement, restait sa soumission économique et, là, intervint le dollar... rendu plus omnipotent depuis la dévaluation de la livre sterling qui ne s'en tiendra certainement pas à cette première désescalade (auquel cas le franc devra suivre).

Le dollar-papier est, en réalité, un assignat à valeur imposée. Les financiers américains sont moins orthodoxes que la plupart des financiers européens (Reconnaissons que tous les ministres des finances marchent sur une corde plus ou moins raide). La multiplication des paiements par chèques et traites, aux Etats-Unis, permet de restreindre au maximum la circulation des billets ; certes, la plupart des pays en sont là, mais dans une proportion beaucoup moins étendue (Le chèque est un moyen déguisé d'inflation). En maintenant l'or à son bas cours de 1934, les Etats-Unis empêchent les réévaluations des stocks aurifiés qui permettraient une augmentation du volume des billets en circulation, donc des possibilités plus grandes d'investissements nationaux, sans, pour autant, redouter le maximum des méfaits inflationnistes puisque les populations s'accroissent et que les billets se répartissent en un plus grand nombre de mains. *Une réévaluation de l'or équivaldrait, pour les Etats-Unis, à une menace d'investissements étrangers engendrant une concurrence à leur commerce.* Telle est l'arrière-pensée de base de la politique-dollar économique des Etats-Unis. Depuis vingt ans, les U.S.A. ne mènent pas une action continue d'expansion mondiale pour perdre une partie de ses profits alors qu'ils touchent au but (Un but, précisons-le, que l'U.R.S.S. ne paraît pas décidée à lui laisser atteindre, mais cela est une autre histoire).

A 34 dollars l'once, l'exploitation de l'or n'est plus rentable aux Etats-Unis ; il n'y a plus de chercheurs d'or américains, d'où une pénurie de rentrées directes de métal précieux dans les caves de Fort-Knox. Ailleurs aussi, la recherche de l'or s'est ralentie — voire arrêtée en des pays sous-développés — puisqu'elle n'est plus payante. Ainsi, les Etats-Unis empêchent les autres pays de s'enri-

chir
C'est
pas
pans
en d
« im
de t
L'A
nir s
repr
occu
quan
la pr
n'a p
amor
duct
restr
dispe
gard
bien
socié
buta
que
sur l
Cette
dema
écha
devis
pas
rism
D
de ?
De
rieur
lent
du S
caine
kow
l'étai
nibil

chir autrement qu'en dollars ou en or à un cours dévalué. C'est un calcul purement américain, égoïste, qui n'arrange pas les affaires de l'étranger montant le cheval de l'expansion... donc laissant l'entrée libre aux investissements en dollars. Un autre genre de décolonisation... L'expression « impérialisme du dollar » a un sens très exact en dehors de toute polémique idéologique.

L'Afrique du Sud continue à extraire l'or pour maintenir son rang de producteur mondial ; des adversaires lui reprochent de payer les noirs 9 F par jour (logés, nourris) occupés dans les mines ; les Sud-africains paieront mieux quand la rentabilité de la vente sera assurée. En U.R.S.S., la production aurifère se poursuit, mais l'Etat capitaliste n'a pas à établir un prix de revient, ni à considérer les amortissements des installations. *La raréfaction de la production de l'or dans un monde à démographie galopante, restreint les possibilités d'équipements... quand on ne dispose pas de devises lourdes comme le dollar devenu gardien d'une chasse réservée.* Ce raisonnement vaut, bien entendu, pour les régimes capitalistes, dans une société vivant en économie libérale et même dirigée tributaire d'approvisionnements étrangers (On sait déjà que nous préférerions un étalon-travail international axé sur le rapport production-consommation de chaque pays). Cette dictature d'une monnaie incite les pays pauvres à demander des installations industrielles à l'Est pour échapper le plus possible aux importations étrangères en devises onéreuses. Il semble que les Américains n'aient pas pesé toutes les conséquences politiques d'un affairisme débridé !

D'où vient cette multitude de dollars qu'envahit le monde ?

Des sociétés américaines (la loi anti-trusts pour l'intérieur des U.S.A. n'est pas valable à l'extérieur) s'installent à l'étranger (Asie, Moyen-Orient, Afrique, Amérique du Sud) pour exploiter des matières premières *non américaines*. Ces sociétés vendent le pétrole séoudien, libyen, koweïti, iranien, etc... *en dollars*. Item pour le cuivre, l'étain, le plomb, etc... des Amériques ! *L'immense disponibilité financière U.S. émane des richesses étrangères que*

les exploitants vendent en dollars. Tolérerions-nous qu'en France, des firmes étrangères vendissent en dollars, en sterling ou en peseta ? C'est le nœud du problème-dollars aux conséquences incalculables quand on sait que les « prix mondiaux » sont des prix de trusts décidés par des cartels anglo-saxons.

Si les produits de première nécessité étaient vendus dans la monnaie de leurs pays d'origine (rials, dinars, bolivars, etc...), ils provoqueraient une demande de devises secondaires qui favoriseraient à la fois les pays sous-développés et les acheteurs échappant à l'étau-dollar. C'est vraiment, là, le boulet de l'économie mondiale dont les pays du tiers-monde, les premières victimes n'ont pas encore compris toute l'importance (1). Il est absurde de laisser partir des matières premières de pays à devises légères et dévaluées revendues par les trusts en dollars ; c'est maintenir dans le sous-développement et dans la faim des populations entières vendant bon marché une matière brute mais achetant au maximum et en devises lourdes les articles manufacturés avec leurs propres productions. Cela est valable pour les minerais, les hydrocarbures, oléagineux, produits agricoles, etc... Si l'on estime qu'un agriculteur européen vit médiocrement en payant son blé 45 F le quintal, que penser du cartel achetant entre 20 et 23 F le quintal de blé sud-américain ? A 8,60 F le prix du kg de beurre du Marché Commun, mécontente les éleveurs ; sait-on que le prix de cartel international est de 2 F le kg et que le beurre français est vendu, au détail, 2,70 F le kg au Maroc ?

Qui ose s'attaquer à ces monstruosité économiques internationales dont le dollar et le sterling sont responsables ? Les putsch, les révolutions, les guérillas, tous mouvements dus pour la plupart, à un paupérisme généralisé, ont pour cause essentielle de trop grands appétits capitalisés. La thèse japonaise, datant d'un tiers de siècle, sur la répartition des matières premières dans le monde

(1) Sauf quelques pays progressistes arabes exigeant le emploi dans le pays d'une partie des bénéfices réalisés par les sociétés étrangères exploitant leur sous-sol.

suisant les besoins de chaque pays et non « chasses gardées » de trusts, est toujours valable. On se gaussa de ce « justicialisme » économique de Tokyo, alors le Japon partit à la conquête des éléments indispensables à son travail national. Le maoïsme n'est pas éloigné de cette façon d'envisager l'avenir avec l'argument de la bombe atomique au besoin. (Les Chinois partent du principe que le capitalisme, tel qu'il est conçu, est inamendable ; il faut donc le détruire). Il y a beaucoup de conférences internationales ; on attend celle qui mettra à l'ordre du jour le scandale des « prix mondiaux », seul moyen de freiner le sous-développement et la faim. Ce scandale est si patent que la France achète à ses anciennes colonies noires, des produits agricoles *au double des « prix mondiaux »*, et que l'U.R.S.S. paie le sucre de Cuba au-dessus du fameux cours mondial pour permettre une rentabilité décente de l'agriculture.

Incontestablement quelque chose ne va pas dans les rapports économiques internationaux, un quelque chose qui favorise les misères, et l'anti-occidentalisme. Les demi-mesures sont rarement efficaces. L'anti-américanisme des Arabes n'alla pas — Algérie mise à part — jusqu'à appuyer l'offensive française contre le dollar. Chose assez curieuse, les réserves-dollars du bloc de l'Est (environ trois milliards) n'intervinrent pas non plus et la France ne demanda pas la conversion en or des 700 millions de dollars dont elle disposait. Détails étranges de gouvernants décidés — en paroles — à lutter contre « l'impérialisme du dollar... ».

A vrai dire, pour mener une telle politique, il eût été nécessaire de compléter d'abord un ensemble économique ; or, la France dépend à 95 % du pétrole étranger qui glisse, de plus en plus, surtout en Europe occidentale, sous le contrôle des cinq trusts américains. La manœuvre était possible avec une meilleure connaissance des réalités françaises : ce qui n'est pas la qualité de la V^e République qui ne prit pas, en temps opportun, les initiatives économiques hardies, attendues aidant à la libération du servage des trusts à dollars, à sterling et à florins. L'Afrique du Sud a donné un exemple, encore

méconnu, d'une économie harmonieuse industrialo-agricole avec un standing de vie équivalent à celui des Américains et pouvant, le cas échéant, se suffire en autarcie. Quand on aspire — avec juste raison, disons-le — à un reclassement proportionnel international des valeurs réelles, on ne se lance pas à l'assaut avec des pièces détachées.

Les Cinq, étroitement rattachés au dollar par leurs *businessmen* ne réalisent pas encore — à moins qu'ils ne s'y complaisent — des préparatifs de l'assaut final contre le capitalisme et dont l'Europe Occidentale fera les frais. L'expansion pétrolière américaine sur le vieux continent au détriment des Britanniques vise, en plus des dollars à faire fructifier, la future concurrence pétrolière soviétique allant allègrement vers les 600 millions de tonnes prévus pour 1980. Déjà les *pipe-lines* du *Comecon* rampent vers le Centre de l'Europe, et une société *Nafta s.a.*, belgo-soviétique, vient de voir le jour en Belgique. Les Russes placent d'abord leurs pions, sans se presser, avant de tenter l'échec et mat.

La V^e manqua d'astuce pour réussir son opération qui devait s'accompagner d'une déflation fiscale permettant l'accroissement des investissements indigènes. Avec les mesures annoncées par le président Johnson, le 1^{er} janvier dernier, pour la défense du dollar, si la France continue à manœuvrer seule, ou à peu près, sa « victoire » momentanée risque d'être un succès à la Pyrrhus. M. Rueff, parle beaucoup trop, la méthode Coué ne suffit pas à transformer la revendication en réalité. Nous sommes désolés de ce désordre dû à trop de médiocrités, car nous demeurons persuadés que cet impérialisme de l'argent demeure le facteur majeur de la destruction de l'Occident.

Même si le dollar gagnait la dernière bataille, cela ne signifierait nullement que la morale et la justice sont sauvées.

Pierre FONTAINE.

Une nouvelle Guépéou

LE N.T.S. POLICE SECRETE SOVIETIQUE

Le procès des quatre intellectuels russes, accusés d'avoir conspiré avec une organisation d'émigrés le renversement du régime soviétique, vient de ramener l'attention sur le seul important mouvement de résistance « Grande Russe » en U.R.S.S. (les mouvements nationalistes des peuples opprimés par Moscou formant une branche tout à fait à part de la lutte anticommuniste dans la « Patrie du Socialisme »).

Le N.T.S. (*Narodno Troudovoy Soyouz* : Union des Solidaristes russes) est né en juillet 1930, d'abord sous le nom d' *Union Nationale de la jeunesse russe*, lors d'un Congrès tenu à Belgrade par des jeunes émigrés anticommunistes déçus par les échecs répétés des associations russes-blanches. C'était l'époque où la R.O.U.S. (Association des Officiers russes-blancs), bien organisée et décidée, était décapitée d'abord par la mort en 1928 du général Wrangel, l'énergique chef de la dernière armée blanche, et par l'enlèvement le 26 janvier 1930 du général Koutieпов, responsable « action » de la R.O.U.S. par des agents de G.P.U. la lutte armée contre Staline devait passer par de nouvelles formes d'activité, ainsi que le comprirent les jeunes fondateurs du N.T.S.

Le N.T.S. ne disposait, à ses débuts, que d'une idéologie assez sommaire, essentiellement anticommuniste, plus ou moins teintée de fascisme, alors fait à la mode. Il s'agissait de ne pas revenir en arrière, en cas d'effondrement du régime stalinien, et une restauration tsariste était

exclue par le N.T.S., dont les préférences allaient à un régime à la fois républicain et autoritaire. Les références à la religion orthodoxe étaient très nettes, et le N.T.S. comptait bien s'appuyer sur la grande masse des croyants orthodoxes en U.R.S.S. pour combattre les communistes au pouvoir.

Le N.T.S. prit comme sigle le Trident, représentant l'unité du peuple russe. Le N.T.S. se présenta comme un mouvement nationaliste « russe » et s'opposa, de ce fait, à tout accord avec les nationalistes « séparatistes » des minorités non grand-russes de l'Union Soviétique.

Le N.T.S., dès sa création, s'efforça de créer les conditions objectives d'une résistance armée efficace en U.R.S.S., en infiltrant des agents en territoire soviétique et en s'essayant à former des réseaux secrets capables de les renseigner sur le régime stalinien, ses soutiens et les possibilités d'une action révolutionnaire parmi le peuple russe.

Ce genre de renseignements était, bien sûr, très intéressant pour des états étrangers, animés d'intention hostiles à l'égard de Moscou. Le N.T.S., lui, avait besoin de fonds, de matériel et d'armes, qui ne pouvaient lui parvenir que par l'intermédiaire d'un état.

Un accord était donc à la fois possible et souhaitable ; le Service de Renseignement polonais fut le premier bailleur de fonds du N.T.S., comme il avait été un important allié de la R.O.U.S. Le N.T.S. réussit à fournir d'importants renseignements sur le dispositif militaire soviétique face à la Pologne ; en échange, des fonds importants lui furent versés et les gardes-frontières polonais aidèrent souvent les agents du N.T.S. à passer la frontière pour s'infiltrer en U.R.S.S. Tant que les contacts du N.T.S. se limitèrent aux S.R. des pays limitrophes de l'U.R.S.S. (par exemple, le S.R. letton, qui, à la demande d'Ulmanis, *Vadonis* (Führer) de la nation lettone et farouche anti-bolchevick, aida considérablement le N.T.S.), le G.P.U. (devenu N.K.V.D.) se préoccupa assez peu de ce mouvement subversif, axant ses offensives soit sur les trotskystes, toujours inquiétants, soit sur les nationalistes, principalement les Ukrainiens de l'O.U.N. (Organisation

milita
fut as
Par
sant
S.S.)
Heydr
la po
chefs
Mai
sation
la Ge
la po
més
Bie
N.T.S.
de no
dans
partie
au te
lejoy
et sin
rappo
profit
le N.
cédan
des a
Les
fondé
—
raum
craint
torien
—
core
une c
qu'av
ci, la
S.D.
activ
Polog

militaire ukrainienne) dont le chef, le colonel Konovaletz fut assassiné par un tueur du N.K.V.D.

Par contre, lorsque le N.T.S. prit langue avec le puissant S.D. (Sicherheitdieust : Service de Sécurité de la S.S.) allemand et avec son chef, le S.S. gruppenführer Heydrich, l'optique du N.K.V.D. changea radicalement et la police secrète rouge reçut l'ordre d'exterminer les chefs du N.T.S.

Mais ceux-ci avaient fixé le siège central de l'organisation à Berlin (comme les responsables de l'O.U.N.) et la Gestapo se montrait une police autrement efficace que la police française pour interdire les enlèvements tramés par les tchekistes soviétiques.

Bien pourvus de moyens matériels et financiers, le N.T.S. entreprit de structurer son organisation. Il est, de nos jours, très difficile de démêler le faux du vrai dans les procès des Grandes Purges, mais si une bonne partie des accusations lancées par Vichinsky et consorts au temps de la terreur de la Iejovtchina (du nom de Iejov, chef du N.K.V.D.) ressortent de l'affabulation pure et simple, certains accusés paraissent bien avoir été en rapport avec le N.T.S. (les accusations d'espionnage au profit du III^e Reich dérivant logiquement de ces rapports, le N.T.S., à l'insu probablement de ses agents en U.R.S.S., cédant les renseignements intéressants au S.D. moyennant des avantages divers).

Les dirigeants du N.T.S. se méfiaient, cependant, profondément des Allemands et cela pour deux raisons :

— Les allusions non voilées à la recherche du « Lebensraum » sur le sol russe par le III^e Reich, leur faisaient craindre un Brest-Litowsk en pire en cas de guerre victorieuse de l'Allemagne contre la Russie Soviétique.

— Les Services Spéciaux Allemands collaboraient encore plus étroitement avec l'O.U.N. (considérée comme une collection de traîtres et de séparatistes par le N.T.S.) qu'avec les nationalistes russes. Heureusement pour ceux-ci, la politique d'amitié germano-polonaise interdisait au S.D. tout soutien trop voyant aux Ukrainiens, dont les activités subversives étaient d'ailleurs plus axées sur la Pologne que sur la Russie.

Malgré tout, le N.T.S. était peu disposé à tout jouer sur la carte allemande et certains de ses responsables entretenaient des rapports suivis avec le II^e Bureau français et l'Intelligence Service britannique, eux aussi fort intéressés (mais pour d'autres raisons...) par des renseignements valables sur la solidité du régime stalinien ou la valeur de ses forces armées.

— L'annonce de la conclusion du pacte germano-russe du 23 août 1939, fut un très rude coup pour le N.T.S. qui se vit dans l'obligation de mettre en sommeil son centre principal, à Berlin. La disparition de la Pologne, puis celle des Etats Baltes, le privaient de soutiens anciens et efficaces. Le N.T.S. se replia sur la Yougoslavie du Régent Paul, très anticommuniste, mais excellente amie du III^e Reich, ce qui limitait les possibilités du N.T.S. Jusqu'à la fin de 1940, le mouvement vécut dans une sorte d'atonie. Il en fut tiré par la discrète venue d'émissaires S.D., qui signifièrent aux chefs nationalistes, que le III^e Reich ne verrait pas d'un mauvais œil, bien au contraire, une reprise des actions du N.T.S.

Dans le cadre de l'opération « Barbarosa » (Attaque de l'U.R.S.S.), des agents du N.T.S. furent parachutés en Russie avec des agents de l'Abwehr. Ils informèrent efficacement l'O.K.W. (Etat-Major allemand) du dispositif russe, conjointement aux raids aériens de reconnaissance photographique menée par une escadre spéciale, stationnée à Königsberg.

Parallèlement des « solidaristes » étaient affectés au Régiment *Brandebourg*, chargé des missions spéciales, afin de servir de guides aux commandos allemands chargés de périlleuses missions, loin en territoire soviétique, le jour J.

Des chefs du N.T.S., tels Kasantsev et Baidalakov préparaient, de concert avec les services du Dr Goëbbels et les services de propagande de la Wehrmacht, une vaste campagne pour appeler les Russes au combat contre le bolchevisme dès le début de l'attaque contre l'U.R.S.S.

Lorsque le 22 juin 1941, les premiers blindés allemands se ruèrent à l'assaut des positions soviétiques, des membres du N.T.S. participèrent aux émissions de la radio

allemande tandis que d'autres s'infiltraient derrière les lignes rouges en compagnie de leurs camarades allemands de « *Brandebourg* ». Les millions de tracts préparés par l'équipe de Kasantsev furent lancés par la Luftwaffe sur les troupes rouges. Tandis que le combat décisif entre Russes et Allemands commençait, il est bon de noter que le N.T.S. avait pris grand soin de ne pas participer en tant que tel à la croisade contre le bolchevisme, tout en y déléguant assez de ses membres pour pouvoir y jouer un rôle important, en tout état de cause. Dès le début des hostilités germano-soviétiques, les membres du N.T.S. comprirent qu'il n'était pas dans l'intention des Allemands de leur laisser créer, dans les régions libérées, des administrations autonomes, pouvant servir de plateforme territoriale à la création d'un gouvernement russe de libération nationale. Les services de Rosenberg, nommé ministre chargé des territoires occupés de l'Est, étaient, comme leur patron, favorables aux nationalistes ukrainiens, baltes, caucasiens ou cosaques et hostiles aux nationalistes grand-russes.

Quant aux Gauleiter chargés de l'administration directe des territoires russes, ils étaient hostiles aux deux catégories de nationalistes et le N.T.S. n'avait rien à attendre de bon de leur part.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de ce que certains éléments du N.T.S. aient pris contact ensuite avec des agents d'Allen Dulles, chef de l'O.S.S. (Services Spéciaux Américains) en fonction en Suisse. Mais si ces contacts permirent au N.T.S. de ne pas se couper définitivement des Occidentaux, ils ne pouvaient amener de résultats tangibles tant que les U.S.A. restaient les fidèles alliés de l'Union Soviétique.

Le N.T.S. crut jouer une partie autrement plus valable lors de l'affaire Vlassov. Ce général, récupéré par certains officiers allemands, à la recherche d'un chef pour un mouvement anticomuniste russe, fut le centre de nombreuses intrigues, même si la R.O.A. (*Armée Russe de Libération Nationale*) n'exista jamais que de nom, si ce n'est dans les derniers mois de la guerre. Dès le début de l'équipée du général Vlassov, celui-ci fut entouré de

membres du N.T.S., et le chef de son bureau politique fut Kasantsev, l'une des têtes du N.T.S.

Les positions de Vlassov (nationalisme russe, maintien des conquêtes sociales de la révolution) étaient d'ailleurs parfaitement conformes au programme de toujours du N.T.S. L'effondrement du III^e Reich, et avec lui celui de la R.O.A., semblait bien marquer la fin du N.T.S., mais, alors que tous les hommes et organisations ayant collaboré avec les Allemands étaient pourchassés et liquidés, les dirigeants du N.T.S. parvenaient à sauver leur mouvement. Il est vrai qu'ils pouvaient se targuer de l'hostilité finale des Allemands à leur égard. Si, grâce à l'action du général Troukhine, membre du N.T.S. et responsable militaire du *Comité pour la libération des Peuples de Russie* (K.O.N.R.), émanation politique de la R.O.A., des hommes du N.T.S. formaient les cadres politiques de cette armée à Dabendorf près de Berlin, les rapports entre N.T.S. et S.D. se tendirent au moment de l'attentat du 20 juillet 1944, où étaient impliqués des protecteurs attitrés du N.T.S. Les S.S. arrêtèrent alors Baïdalakov et Poremsky, membres des services de propagande de la Wehrmacht, puis le centre clandestin de direction du N.T.S., dirigé par Okolovitch (toujours chef du mouvement à l'heure actuelle).

Grâce à ces titres de « résistance », des petits groupes du N.T.S. purent continuer discrètement leur action dans la zone d'occupation américaine d'Allemagne.

Dès la fin de 1945, paraissaient les premiers numéros de *Possev* (la Graine), journal officiel du N.T.S., et en juillet 1946, le conseil du N.T.S. put se réunir, pour la première fois depuis 1942.

Jusqu'au début de la guerre froide, le N.T.S. ne pouvait compter sur aucune aide des U.S.A., mais tout allait changer lorsqu'un conflit parut possible entre Russes et Américains. De nouveau, une bonne connaissance du dispositif militaire russe devenait nécessaire à une grande puissance. Dès lors, le rôle du N.T.S., seul à posséder (ou à se vanter de posséder...) des réseaux en Union Soviétique, devenait important.

La nouvelle C.I.A. ne devait pas lésiner sur les sub-

ventions au N.T.S. (alors que son aide aux mouvements séparatistes ukrainiens ou baltes était à peu près nulle), et celui-ci allait disposer de moyens extrêmement importants. Axant son activité de propagande sur la radio, le N.T.S. créa le poste « Russie Libre » en décembre 1950. D'abord mobile, « Russie Libre » en décembre 1950. D'abord mobile, « Russie Libre » devint un poste fixe plus puissant, près de Francfort au début de 1953.

Parallèlement, le N.T.S. envoyait des millions de tracts par ballons vers l'U.R.S.S. et s'efforçait d'introduire sa propagande par divers moyens (envois postaux, etc...) en Russie Soviétique.

La C.I.A., en échange, obtenait un certain nombre de renseignements et utilisait, pour introduire des agents sur le territoire russe, les filières du N.T.S. Il est très difficile de dire qu'elle fut (et qu'elle est encore) l'importance et l'efficacité de cette collaboration. Pour se prolonger aussi longtemps, il a bien fallu qu'elle rapporte d'assez substantiels dividendes à la C.I.A., qui, contrairement à la légende courante, n'a pas spécialement pour habitude de gaspiller son argent.

Les dirigeants actuels du N.T.S. paraissent assez vieilliss, puisqu'ils jouaient un rôle semblable lors de la II^e Guerre Mondiale (Okolovitch, Poremsky, Rahr). D'autres, enlevés par les services secrets russes, ont disparu à jamais, tel le Dr Alexandre Trouchnovitch, enlevé le 13 avril 1954 à Berlin-Ouest.

La structure, très hiérarchisée et secrète, du N.T.S. lui a permis de durer, mais nuit à son développement. Il continue à être tenu pour un danger réel par les autorités soviétiques. Plusieurs affaires récentes ont montré l'inquiétude des Russes à l'égard du N.T.S. La condamnation de l'anglais Brooke en 1965 pour avoir aidé le N.T.S. à contacter de jeunes intellectuels soviétiques, et, surtout, le refus obstiné de le libérer montrent que le Kremlin ne néglige pas la menace du N.T.S. Quant à l'affaire Guinzbourg, elle a montré que des Russes d'U.R.S.S. étaient en contact régulier avec le N.T.S., auquel ils avaient fait parvenir une série de documents (dont une photo de Daniel, l'écrivain emprisonné, alors que celui-

ci se trouvait déjà dans un camp de concentration). Tout un réseau de complicités a vu son existence révélée par ce procès, malgré les tentatives de secret des autorités soviétiques. Malgré le moindre intérêt des services spéciaux américains pour le N.T.S., celui-ci poursuit donc son combat. S'il ne représente que d'assez faibles effectifs et s'il est impossible de chiffrer ses possibilités d'action en Union Soviétique, il n'est pas niable qu'il représente une force réelle, inquiétante pour les maîtres du Kremlin, qui ne sont point parvenus à la réduire. Au moment où certains craquements se produisent dans l'ancien bloc monolithique des temps staliniens, le N.T.S. peut avoir sa carte à jouer. Un jour, peut-être, la libération du peuple grand-russe passera par le N.T.S., comme celle du peuple ukrainien par l'U.P.A. ou celle des croates par le Front de Libération Croate.

François SOLCHAGA.

Le
« pri
cet é
géné
plus
émoti
social
ment
d'Afr
et l'a
comm
carac
choqu
Ce
exact
perm
sée, c
sation
contr
trusie
tique
nalite
bénéf
civilis
No
l'opp
du fa
possi

La Pénétration du Communisme en Afrique du Nord

Le communisme, sous sa forme classique, n'a pas « pris » en Afrique du Nord — Pourquoi ? La raison de cet échec est, nous semble-t-il, double : L'Africain en général, le Nord Africain et l'Arabe en particulier, sont plus sensibles aux revendications affectives, aux motifs émotionnels, qu'aux revendications de type économique-social qui prévalent en Europe et en Amérique. Fortement attachés aux valeurs traditionnelles les peuples d'Afrique du Nord, cherchant en quelque sorte le futur et l'âge d'or dans le passé, ont perçu le communisme comme une idéologie étrangère, européenne, dont les caractères athée et matérialiste ne pouvaient que les choquer.

Ce sont essentiellement des motifs nationaux, ou plus exactement pré-nationaux, religieux, affectifs, qui ont permis à l'élite, bien qu'elle-même fortement occidentalisée, de mobiliser les masses contre l'Occident. Mobilisation effectuée d'ailleurs en fonction d'une double et contradictoire revendication : se « débarrasser » de l'intrusion occidentale, non seulement dans le domaine politique et économique, mais aussi dans celui de la personnalité et de la culture, ceci d'une part, et d'autre part bénéficier pleinement, à part entière, des bienfaits de la civilisation technique moderne.

Notons d'ailleurs au passage que l'aspect religieux de l'opposition à l'Occident résulte dans une large mesure du fait qu'il constituait en quelque sorte le seul mode possible, à une certaine époque, d'affirmation de sa per-

sonnalité. L'Algérien se saisissait musulman, à défaut d'être Algérien, au même titre que l'Irlandais s'affirmait tel en étant catholique.

La seconde cause de l'échec du communisme classique en Afrique fut sa diffusion par des éléments européens. Donc suspects à priori. Qui plus est ces éléments « petits blancs », « pieds-noirs », étaient, et fort légitimement, les plus détestés de l'indigène. Les plus agressifs à son égard aussi parce que directement en compétition avec lui, pour l'emploi en particulier. Le drame de la colonisation française en Afrique du Nord est, comme le soulignait Lyautey, d'avoir eu « le vice de l'administration directe » dans la peau... Sans besoins ni moyens d'expansion démographique, la France qui eut pu utilement pratiquer la formule « du Royaume Arabe » conçue par Napoléon III en Algérie préféra naturaliser toute une racaille méditerranéenne non musulmane. Ce faisant elle dressait entre elle et l'autochtone toute une couche de Juifs, de Maltais, de Siciliens, d'Espagnols... Abusée, semble-t-il, par une apparence extérieure, la « fraternité du couscous » la gauche française méconnut cette élémentaire vérité : Le prolétariat européen d'Afrique du Nord était ce qui était le plus détesté de l'indigène, et ce qui le détestait le plus ! L'électorat communiste de Bab el Oued ou d'Oran donna à l'O.A.S. ses pires éléments.

On sait qu'à la différence de ces milieux, militaires, colons mêmes, furent respectés, aimés souvent de l'indigène.

De plus les juifs jouèrent en Afrique le rôle néfaste que l'on sait. Qui dira les désastreuses répercussions du décret Crémieux en Algérie !

On conçoit donc que dans ces conditions le communisme et le marxisme ne pouvaient être, d'Aubervilliers, greffés sur la côte africaine...

Les Soviétiques bien entendu furent conscients de cet état de fait. Dans leur stratégie Mondiale ils renoncèrent, provisoirement et en apparence, à convertir au Crédo Marxiste les peuples musulmans. Bien plus ils utilisèrent l'exaspération des sentiments religieux, xénophobes, archaïques, etc... pour déloger l'Occident de ses positions

stratégiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ils procédèrent sommes toutes par « fanatisme véhiculaire interposé ». Notons au passage qu'ils furent aidés, dans cette entreprise d'éviction de l'Europe, par les U.S.A. U.R.S.S. et U.S.A. rivalisèrent de surenchère anticolonialiste, dupant, et étant dupés à tour de rôle par les Arabes, à la fois arbitres et enjeu de cette rivalité.

Certes l'U.R.S.S. sut marquer des points. Malgré leurs efforts les U.S.A. étant toujours plus ou moins suspects d'impérialisme, de néo-colonialisme... Souvent les régimes sociaux les plus réactionnaires d'Afrique ou du Proche-Orient jouaient aussi la carte soviétique, en politique extérieure, comme constituant une sorte d'alibi.

De plus l'affaire de Palestine compromit les chances de l'Occident et des U.S.A.

Certes l'U.R.S.S. fut la première à reconnaître le soi-disant Etat, à l'armer, mais elle sut rectifier le tir. Ce que les U.S.A., par trop totalement inféodés aux intérêts sionistes ne purent faire. On sait le regain de prestige que valut à la France sa récente prise de position juste et réaliste dans ce domaine, permettant une « rentrée » impensable il y a seulement quelques années.

Toutefois la bonne foi des Russes est toujours suspecte aux Arabes, aux Africains. Ils ressemblent par trop de côtés à leurs partenaires américains, blancs et nantis.

On sait bien dans le Tiers-Monde que l'U.R.S.S. ne fera jamais la guerre pour un peuple de couleur ! (le Vietnam du Nord en fait la triste expérience).

Me trouvant au Mali à l'époque de la crise de Cuba j'ai pu constater la rage des « intellectuels » progressistes Maliens devant le « recul des Russes ». « Ils ne font pas la guerre pour Cuba, si ça avait été pour Berlin, pour des blancs comme eux ils l'auraient faite »...

Contrairement à l'Anglais et au Français, bien adaptés à leurs ex-colonies, et sommes toutes bien adoptés par elles, Russes et Américains font « insolite » en Afrique... Distants, méfiants, se refusant à tout contact intime avec la population, ne goûtant pas à la nourriture locale, ils sont « mis dans le même sac » par l'indigène.

Le Chinois a pour lui — mais ceci est plus vrai pour

l'Afrique Noire que pour l'Afrique du Nord — la « fraternité du bol de riz ». Fraternité de misère, de sous-développement physique se traduisant par une idéologie séduisante — pour le Tiers-Monde — qui à la notion de classes prolétaires substitue celle de peuples prolétaires. Hypostasiant en quelque sorte le sous-développement. C'est ce que prônait Fanon, au sujet duquel j'avais écrit, paraphrasant Marx, que « voulant faire une philosophie de la misère il faisait une misère de la Philosophie ! »

En se laissant séduire, du moins dans ses aspects négatifs, par le communisme chinois, l'Homme du Tiers-Monde n'a pas l'impression de se renier, impression qu'il avait du communisme russe ou français.

Ceci je l'ai senti, profondément, en Afrique Noire, à Bamako comme à Brazza. Toutefois l'Afrique réagit et l'âge d'Or de la pénétration chinoise semble révolu. Les réactions du vieux Lion du Kenya, et celles de la Tanzanie l'illustrent bien.

Notons d'ailleurs que géographiquement l'Afrique du Nord et celle de l'Ouest sont moins exposées que l'Afrique Orientale et la « Corne de l'Afrique », premiers objectifs des convoitises Asiatiques.

Les Arabes, sémites donc commerçants, hommes de Souk, ne veulent pas indisposer les Russes dont l'aide est plus directe, en allant trop loin avec la Chine. Ils savent aussi que quelques marivaudages avec Moscou peuvent être tolérés par Washington alors que le moindre flirt avec Pékin tarirait les sources de la générosité américaine, sans espoir.

Mais il y a plus pour ce qui est de l'Afrique du Nord. Ceci est très net à Tunis (on sait les positions fermes de Bourguiba qui aboutirent à la rupture et à la fermeture de l'Ambassade de Chine Populaire), à Rabat, moins peut-être à Alger... Les élites Nord-Africaines, vieille bourgeoisie ou nouvelle tiennent à leur confort, au mode de vie quasi occidental, au standing acquis... il en va de même des couches moyennes et même du peuple. L'Ascétisme chinois — et même l'austérité Russe — ne séduisent nullement le Maghrébin même pauvre... En effet si

dans ces pays les moyens de satisfaire les besoins se sont développés moins vite que les besoins, les besoins sont nombreux, variés... Les besoins secondaires ayant le pas sur les primaires, ceux du Monde moderne s'ajoutant à ceux de la tradition (au lieu de s'y substituer comme en Europe).

Le Nord-Africain aspire à vivre à l'Occidentale et croit encore que c'est possible. A chaque fois qu'il m'a été donné d'assister en Afrique du Nord à une projection de films russes et chinois j'ai constaté qu'ils avaient sur le public l'effet d'une propagande anticommuniste efficace...

La seule propagande servant le communisme étant constituée pour l'essentiel par les maladresses américaines.

A Tunis j'ai pu constater que seuls de jeunes étudiants bourgeois nantis, s'intéressaient, avec un snobisme salonard, aux manifestations culturelles chinoises... eux et certains marxistes professionnels, juifs ou apatrides de passage...

C'est pourquoi nous pensons que la pénétration chinoise en Afrique du Nord ne représente pas un danger immédiat...

Toutefois l'avenir peut réserver des surprises. Ces pays vivent à crédit... jusqu'à quand le pourront-ils ? Dans le peuple, ceux qui n'ont pas encore pu bénéficier des avantages du monde occidental espèrent encore y parvenir... Qu'advient-il si cet espoir se révèle illusoire ? De plus les valeurs traditionnelles s'effritent... il n'en subsiste souvent qu'une xénophobie, qu'une agressivité...

Des structures mentales et sociales grégaires demeurent qui malgré la force apparente des convictions religieuses peuvent facilement constituer des canaux de diffusion d'une idéologie collectiviste.

C. F.

La chronique de Pierre Hofstetter

UN CAS POLITIQUE : QUISLING

« Pour qu'ils aient raison, il faut que j'aie tort », a dit Pierre Laval. Il devint donc « l'homme qu'il fallait tuer » : c'est le titre qu'avait choisi d'ailleurs Julien Clermont pour le brillant ouvrage qu'il consacra au président Laval, et qu'éditèrent « Les Actes des Apôtres » en 1949.

Fusillé dans la vieille forteresse Akershus d'Oslo le même mois et la même année que le président Laval à Fresnes, le major Vidkun Abraham Lauritz Jonsson Quisling fut un autre « homme qu'il fallait tuer » : parce qu'en Norvège, comme à Paris, « pour qu'ils aient raison », il fallut qu'il ait tort.

Or, dans un cas comme dans l'autre, nous savons maintenant que ce sont Laval, Quisling et bien d'autres victimes de la folie sanguinaire des épurateurs d'après guerre qui avaient raison, et que ce sont les autres, leurs assassins, qui eurent tort, et pratiquement sur toute la ligne.

Pour commencer, l'exécution de Quisling fut un meurtre véritable : à l'époque où se déroulèrent les faits dont Quisling fut rendu responsable, il n'y avait pas de peine de mort en Norvège ; ladite peine fut introduite à la faveur d'une loi décrétée (avec effets *retroactifs*) par le prétendu « gouvernement norvégien en exil », à Londres, en 1941. La validité constitutionnelle de cette loi fut discutée même par les « résistants ».

Victime d'un meurtre juridique, Quisling avait été précédemment (et continue d'ailleurs de l'être, car il faut

toujours justifier ce meurtre) insulté, sali, vilipendé par tous les moyens par la propagande alliée. Ceux qui allaient nous fournir la plus belle collection moderne de félons (de Burgess et Maclean à Philby) et de foutus incapables (admirez le panorama réjouissant qu'offre la « conjoncture internationale », comme on dit dans les gazettes sérieuses) réussirent à faire de Quisling, homme intègre et d'une brillante intelligence, un synonyme du mot traître.

Ralph Hewins constate : « Durant le dernier quart de siècle, un réseau anglo-germano-russo-norvégien d'intérêts secrets a calomnié le nom de Quisling, accablant celui-ci de presque tous les crimes imaginables, meurtre, vol, haute trahison, jusqu'à ce que sa personnalité et sa carrière aient été totalement défigurées aux yeux de l'histoire et dans l'imagination populaire en Norvège et à l'étranger ».

Grand spécialiste des affaires scandinaves, longtemps l'envoyé spécial du « Daily Mail » puis du « Daily Express », Ralph Hewins a eu le courage de vouloir rétablir la vérité. Et c'est ainsi qu'il a publié à Londres, en 1965, un maître ouvrage, une importante et très riche biographie de l'homme politique norvégien : « Quisling, prophet without honour » (W. H. Allen, édit.).

A Londres toujours, à la « Britons Publishing Company », maison amie et réputée pour les livres de grand intérêt nationaliste qu'elle publie, vient de sortir maintenant, sous la signature de Franklin Knudsen, « I was Quisling's Secretary ». Knudsen a été le secrétaire et l'ami de Quisling, et son témoignage émouvant et remarquable a une valeur considérable. Il s'agit d'un document, et d'un document incontestablement précieux, surtout qu'il contient d'intéressantes révélations sur toutes sortes de sujets (par exemple, et pour n'en citer qu'un : le malodorant Trygve Lie, agent soviétique qui devint secrétaire général de l'O.N.U., et son rôle dans l'affaire Trotsky).

« Si je suis un traître, a dit Quisling, j'espère que tous les Norvégiens seront un jour des traîtres de mon espèce ! »

Dans « Les vaincus de la libération », Paul Sérant cite cette déclaration de l'avocat suédois Hemming Sjöberg : « On ne peut pas mettre en doute le patriotisme de Quisling. Il n'a été coupable de trahison ni par cupidité, ni par ambition. Sa trahison procède de l'amour qu'il avait pour son pays ». Ralph Hewins a noté pour sa part : « Il commit l'impardonnable péché de faire face à la réalité ». Péché hautement antidémocratique, on s'en doute, surtout aux yeux de politiciens coupables qui, la conscience mauvaise, se réfugièrent à Londres pendant la guerre.

L'épuration en fut d'autant plus sévère en Norvège « libérée », comme l'a rappelé Paul Sérant. La Norvège comptait à l'époque 3.300.000 habitants : 92.000 d'entre eux furent arrêtés, dont le grand écrivain Knut Hamsun, prix Nobel de littérature, qui, privé de tous ses biens, mourut dans la misère, et Erling Bjornson, fils du grand poète Bjornjerne Bjornson qui composa l'hymne national « Ja, vi Elsker », que les « issus » (de la résistance radiophonique de Londres) condamnèrent à dix ans de prison. Bien entendu, les mêmes « issus » persécutèrent tant qu'ils purent l'admirable épouse de Vidkun Quisling, Maria ; pillèrent ses biens, saccagèrent des trésors d'art, et lui firent même un procès ! Circonstance aggravante pour l'époque : M^{me} Quisling est la fille d'authentiques aristocrates russes, et, forcément, elle n'a jamais porté dans son cœur les gangs d'assassins qui se sont succédés au Kremlin depuis octobre 1917.

Dans de telles conditions, il était presque fatal que Quisling n'échapperait pas aux tueurs communistes et à leurs alliés démocrates, car, depuis ses séjours en Russie, il avait appris à connaître ce qu'est, selon l'expression du professeur Revilo P. Oliver, « la vermine communiste ».

Le journal « L'Europe réelle » a publié ces lignes biographiques : « Né en 1887, fils de pasteur, Vidkun Quisling se distingua à l'école par sa haute intelligence. Au

sort.
Ses
ché
repr
sen,
Proc
cou,
en L
dans
Rent
niste
conis
niste
L'i
pens
tions
noire
norv
déco
Gr
que
Défe
ses f
celle
bien
tage
ses c
ment
un b
Dé
pour
taine
il for
fut b
nazi
Hewi
tradi

sortir du « gymnase », il se voua à la carrière militaire. Ses connaissances du russe le firent désigner comme attaché militaire à Moscou, puis à Helsinki. Après 1922, il représenta le haut-commissaire de la S.d.N. Fridtjof Nansen, en Russie, en Ukraine, dans les Balkans, dans le Proche-Orient. Dès 1927, secrétaire d'ambassade à Moscou, il y représenta les intérêts britanniques. Son séjour en Russie et ses relations avec Trotsky lui révélèrent dans le détail les menées des communistes norvégiens. Rentré au pays en 1930, il se voua à la lutte anticommuniste et publia le livre « La Russie et nous », où il préconisait la constitution d'un bloc d'Etats anticommunistes ».

L'ironie a voulu, ainsi, que Quisling, après s'être dépensé sans compter en Russie pour sauver les populations victimes de la grande famine, soit devenu la bête noire des communistes, de leurs alliés, et des socialistes norvégiens profondément travaillés par Moscou, lorsqu'il découvrit l'ampleur de la menace communiste.

Grand patriote, Vidkun Quisling fut un homme politique courageux et d'une profonde lucidité. Ministre de la Défense dans le cabinet Kolstad, il préconisa de toutes ses forces un réarmement de la Norvège, estimant que celle-ci, neutre, ne pouvait protéger cette neutralité que bien armée. On ne l'écouta pas. On ne l'écouta pas davantage quand, à d'innombrables reprises, il mit en garde ses compatriotes contre les dangers d'un pays positivement désarmé face à de grandes puissances manifestant un bellicisme de plus en plus ouvert.

Dégoûté du parlementarisme, Quisling décida de lutter pour sa patrie par d'autres moyens : s'inspirant de certaines idées de l'éphémère Ligue patriotique de Nansen, il fonda le « Nasjonal Samling » (l'Union Nationale), qui fut bien entendu, mais plus tard, accusé d'être un « parti nazi », alors qu'en réalité, et comme le montre Ralph Hewins, son idéologie « était enracinée dans cent ans de traditions norvégiennes ».

Ralph Hewins a intitulé son livre : « Quisling, prophète sans honneur ». En voici l'explication : « Quisling, écrit-il, imagina quelque chose comme le pacte atlantique (OTAN) dix-huit ans avant que les événements eussent forcé cette alliance au monde occidental : « Une fédération nordique, écrivait Quisling (vers 1930), entre la Scandinavie et la Grande-Bretagne, plus la Finlande et la Hollande, dans laquelle l'Allemagne et finalement les dominions britanniques et l'Amérique seraient inclus, une telle fédération pourrait briser l'attaque frontale du complot bolcheviste et sauver la civilisation européenne et la paix pour un long temps à venir... Il est naturel pour la Scandinavie, et spécialement la Norvège, de rechercher des liens plus étroits avec l'empire britannique, puisque nous avons tant en commun ».

Est-il exagéré de penser que, si l'on avait alors écouté Quisling (et, à la même époque, Mosley à Londres), l'empire britannique existerait toujours ? Et que l'Angleterre, la Norvège, toute l'Europe enfin, auraient été épargnées par une guerre dévastatrice et monstrueuse ?

« Le malheur de Quisling, remarque Ralph Hewins, est qu'il fut un visionnaire qui avait trop de logique pour ses contemporains ». Comme tant d'autres, il paya pour avoir eu raison... trop tôt (et voyez ce qui s'est passé aux Etats-Unis : le sénateur Goldwater, parfait honnête homme, dénoncé en 1964, durant la campagne électorale, comme « belliciste » et boutefeu, parce qu'il réclama des mesures militaires appropriées pour en finir avec la guerre du Vietnam, mesures appliquées depuis, mais tardivement et avec mollesse par Johnson).

De quoi, finalement, fut accusé Quisling ? D'avoir favorisé, préparé même, l'invasion allemande de la Norvège, puis, la chose faite, de s'être mis au service du Reich.

Les livres de Ralph Hewins et Franklin Knudsen répondent largement à cette accusation grave, mais infondée. Hewins rappelle : « Quisling n'eut aucun contact avec un quelconque dirigeant nazi durant les quatre mois qui précédèrent l'invasion (8-9 avril 1940) et n'émergea que le 9, à 7 h. 30 du soir, quand la Norvège au sud de Narvik était effectivement occupée, que les combats prenaient

fin et
un go
à la
avait
ter à
ses p
Quisli
jours
l'abse
contre
En
vège,
Et ce
maint
Les
l'Allen
Alliés
Norvè
lender
Koht
les flo
8 avri
nes, de
que ce
dans l
guerre
piratio
la resp
né), se
Opérat
par le
« Er
tagne
avant
furent
gagna
non pr
tient p
les « C
l'occup

fin et que le roi partait pour la Suède afin d'y constituer un gouvernement en exil. Quisling était *non persona grata* à la Wilhelmstrasse et exclu des plans allemands. Il n'y avait aucune aide, militaire ou politique, qu'il pût apporter à Hitler, et il n'en apporta aucune. Pas un seul de ses partisans ne fut condamné pour aide à l'envahisseur. Quisling lui-même fut déposé par les Allemands cinq jours après son coup d'Etat improvisé, destiné, en l'absence d'un gouvernement, à protéger la population contre les exigences allemandes ».

En ce qui concerne « l'invasion allemande » de la Norvège, il s'agit d'ailleurs de mettre les choses au point. Et cela nous ramène au temps où Paul Reynaud proclamait : « La route du fer est coupée ! »

Les transports de minerais suédois à destination de l'Allemagne étaient chargés à Narvik. Le 5 avril 1940, les Alliés exigèrent la fermeture des eaux territoriales de la Norvège — une Norvège neutre — à ces transports. Le lendemain, le ministre norvégien des Affaires étrangères Koht déclara cette exigence inacceptable. C'est alors que les flottes anglaise et française posèrent, dans la nuit du 8 avril, des mines dans les eaux territoriales norvégiennes, devant Narvik (M^{me} Geneviève Tabouis célébra à l'époque cette date comme « celle qui, certainement, restera dans l'histoire comme une des plus grandes dates de la guerre actuelle » !) En même temps, Londres, sous l'inspiration de Churchill (qui refila ensuite à Chamberlain la responsabilité de l'affaire lorsque celle-ci eut mal tourné), se préparait à débarquer des troupes en Norvège. Opération de grand style, destiné à tourner l'Allemagne par le nord.

« En langage clair, écrit Ralph Hewins, la Grande-Bretagne et la France avaient décidé d'occuper la Norvège avant que les Allemands ne se mettent en route, et en furent empêchés seulement parce que l'Allemagne les gagna de vitesse ». Et encore : « Le mythe d'une agression non provoquée par l'Allemagne doit être abandonné. Il ne tient pas debout, et constitue une grave injustice pour les « Quislings » qui sont accusés à tort d'avoir préparé l'occupation allemande. Il n'y a rien de vrai dans cette

légende sinistre. La falsification de l'histoire a servi à excuser les monumentales erreurs politiques et militaires du gouvernement Chamberlain dans le nord en 1939-1940, et en même temps à détourner une partie du blâme du gouvernement norvégien qui, par sa propre incompetence, déclencha l'invasion allemande autant que celle des Alliés ».

*
**

Qu'a-t-on encore reproché à Quisling ? D'être revenu au pouvoir en 1942.

Tombé en disgrâce le 15 avril 1940, après son coup d'Etat improvisé et destiné à protéger les Norvégiens des « exigences allemandes », Quisling fut remplacé par un Conseil administratif que constitua le juge Berg. L'incapacité fondamentale de ce Conseil à défendre les intérêts norvégiens, face surtout au *gauleiter* Joseph Terboven, médiocre diplomate, ramena Quisling au pouvoir en 1942, en qualité de ministre-président. Comme Pétain en France, Quisling s'efforça de préserver au mieux la Norvège des horreurs de la guerre.

Franklin Knudsen l'explique très bien : « Il (Quisling) s'était placé entre le peuple norvégien et la puissance occupante, et s'il avait « déserté », quand les choses commencèrent à mal tourner pour les Allemands, il est facile d'imaginer comment un homme désespéré comme le commissaire du Reich Terboven eût saisi l'occasion pour « maintenir de l'ordre dans la situation » en Norvège ».

« Je crois, conclut Knudsen, et cette conclusion sera aussi la nôtre, qu'une postérité plus réfléchie jugera Vidkun Quisling sous un jour très différent ».

Pierre HOFSTETTER.

Lors
une ex
beauc
comme
festati
les ac
qu'elle
Bavard
auquel
à tant
il me f
exposit
progran
très lar
didacti
visiteur
Louvre
trateur
sens de
Si se
mon »
battit t
fique e
et docu
été an
probabl
la que

Chronique des Arts

Vingt ans d'acquisitions au Musée du Louvre

Lorsque la Direction des Musées nationaux organise une exposition, ce dont elle s'acquitte généralement avec beaucoup de soins et j'ajouterai de bonheur, n'y aurait-il comme exemple de telles réussites que l'actuelle manifestation du Musée de l'Orangerie consacrée aux nouvelles acquisitions du Louvre, il conviendrait peut-être qu'elle consultât les plus modestes de ses collaborateurs. Bavardant avec un des simples préposés au gardiennage, auquel je demandais si cette manifestation, si remarquable à tant de points de vue, attirait beaucoup de visiteurs, il me fit justement observer qu'en dépit de l'intérêt d'une exposition, qui méritait amplement d'être vue et dont le programme même avait un caractère attractif pour un très large public, son titre à la fois trop vague et trop didactique ne pouvait que rebuter un grand nombre de visiteurs possibles. « *Vingt ans d'acquisitions au Musée du Louvre* » : c'est le titre qu'aurait pu choisir un administrateur ou un comptable, pas un organisateur ayant le sens de la publicité.

Si seulement, à l'instar des « *Trésors de Toutankhamon* » (cette exposition totalement surfaite et qui battit tous les records d'affluence et de recette), la magnifique exposition de l'Orangerie, dont l'intérêt artistique et documentaire est incomparablement supérieur, avait été annoncée sous une référence analogue, on aurait probablement revu s'égréner sur la terrasse des Tuileries la queue des visiteurs se pressant à l'Exposition Ver

Meer, elle-même si digne d'attention, ou celles se présentant à la triple Exposition Picasso, qui vit défiler avec le bataillon des snobs tous les badauds parisiens curieux de connaître enfin ce fabuleux Picasso, dont on leur avait tant rebattu les oreilles ; ils ne découvrirent, en fait, qu'un effrayant pandemonium, dans lequel existait le meilleur et le pire, un rendez-vous de toutes les extravagances, de toutes les monstruosité de ce Frégoli de l'art, qui a pris tous les masques, a exploité tous les « ismes », dont se montrent si friands nos amateurs d'insolite, de scandaleux, de gratuit, de tératologique, le tout assaisonné de ce mépris souverain qui comble les foules masochistes et tant d'amateurs bernés, injuriés par surcroît.

Bien qu'offrant 527 numéros à son catalogue, catalogue parfaitement établi, répartis sous sept grandes rubriques, correspondant aux départements de notre grand musée national — Antiquités orientales et section des arts musulmans — Antiquités égyptiennes — Antiquités grecques et romaines — Objets d'art du Moyen Age, de la Renaissance et des Temps modernes — Sculptures du Moyen Age, de la Renaissance et des Temps modernes — Département des peintures — Cabinet des dessins — cette exposition récapitulative des acquisitions, faites durant les vingt dernières années, si elle n'avait dû être limitée pour des raisons de convenance et de choix aurait pu présenter un nombre beaucoup plus considérable d'objets. La remarque est d'importance, car elle montre que la générosité des donateurs, français et étrangers, est bien loin de se tarir, jointe à celle, anonyme des « *Amis du Louvre* » et aux dotations de l'Etat, plus importantes depuis quelques dix ans qu'elles ne le furent jamais.

C'est ce qu'il y avait opportunité, sinon nécessité, de rappeler au grand public par l'organisation d'une manifestation exemplaire, dont l'intérêt de premier ordre ne devait être en aucune façon minimisée. Il est bon de rappeler aussi que ces musées dont nous sommes à juste titre si fiers, qui constituent un des plus beaux fleurons de notre patrimoine national, sont des « créations continues », ne pouvant s'accomplir qu'avec la participation de tous. L'importance, la qualité exceptionnelle de

la plupart
sins, pi
et prés
sables
réparti
sement
divers,
graphie
été très
chefs-d'
à loisir
quelque
rôle da
valeur
loppem
Et puis
réflexio
musée
ou moi
de Fran
France,
phique
de leurs

La pr
à l'exist
le Louv
Elle est
Républi
muséum
lections
des con
monastè
tre après
prises d
que et d
cueillir
« des pa
de bâtin
devait ê
sifs, œu

la plupart des acquisitions — sculptures, peintures, dessins, pièces d'orfèvrerie, tapisseries, céramiques — réunies et présentées avec soin et compétence par les responsables des divers départements qui au sein du musée se répartissent les tâches, veillent à la conservation, au classement, à l'étude, à la mise en valeur de tant d'objets divers, témoignent hautement de la vitalité de la muséographie française. Sans m'attarder à une revue, qui aurait été très cursive, de cette multiplicité d'œuvres et de chefs-d'œuvre, lesquels réclament d'être regardés, étudiés à loisir, je veux saisir l'occasion ainsi offerte de formuler quelques réflexions sur l'activité muséographique, son rôle dans l'extension et l'animation de la culture, sa valeur pédagogique, les conditions de son propre développement, les mesures d'ordre général qu'elle réclame. Et puisqu'il s'agit du Musée du Louvre, je centrerai ces réflexions sur les problèmes qui se posent à notre grand musée d'art comparatif, problèmes qui à une échelle plus ou moins vaste se posent pour toutes les grandes villes de France et, on peut dire, pour toutes les régions de France, qui doivent élaborer un programme muséographique conçu à l'échelle de leur territoire, à la mesure de leurs besoins et de leurs moyens.

La première réflexion qui s'impose est celle relative à l'existence même et à la vie d'un grand musée tel que le Louvre. A peine est-il besoin d'en rappeler l'histoire. Elle est assez brève, sa création remontant à la Première République et au Premier Empire, à la fondation d'un muséum national, destiné à regrouper les anciennes collections royales, une partie des œuvres d'art provenant des confiscations des biens d'émigrés, du mobilier des monastères, des couvents et des églises mis sous séquestre après la laïcisation des biens du Clergé, plus tard, des prises de guerre effectuées par les armées de la République et de l'Empire. Le choix des palais du Louvre pour accueillir ces dépôts fut loin d'être exemplaire, je dis bien « *des palais* », car il s'agissait de cet ensemble hétéroclite de bâtiments, dont la réunion en un ensemble cohérent devait être l'œuvre des régimes et gouvernements successifs, œuvre qu'on peut considérer comme encore inache-

vée, rompue, rendue incompréhensible par la destruction concertée du château des Tuileries, plus de dix ans après son incendie durant la Commune, incendie dont les conséquences étaient cependant loin d'être irréparables, destruction qu'on est en droit de considérer comme un des actes de vandalisme majeure de la 3^e République. Bien avant la 1^{re} République, la vieille résidence des Capétiens, fondée par Philippe-Auguste, agrandie par vingt rois, délaissée par ses occupants dès le XVII^e siècle et la création de Versailles, devenu ville royale et capitale administrative de la France, avait servi d'asile aux artistes pensionnés par le Souverain, membres de son Académie, de dépôt pour certaines « vieilleries » qui ne trouvaient plus leur place sous les lambris de Versailles et en d'autres résidences royales remises au goût du jour. Si bien que le décret de la Convention d'affecter l'ensemble du Louvre et à l'exception des Tuileries, château resté vacant avant de redevenir palais impérial et résidence des Bourbons, retour d'exil, n'avait en soi rien de très original et encore moins de rationnel, ce muséum national, plus tard Musée impérial n'était en fait qu'un expédient.

Cette affectation, qui s'est maintenue, fut toujours partielle, une partie des bâtiments anciens rénovés, ainsi que les bâtiments du nouveau Louvre édifiés par Napoléon I^{er}, Napoléon III et les architectes de la Troisième République — réparant les destructions de la Commune, poursuivant les travaux entrepris — restèrent affectés à divers départements ministériels. En fait le Musée n'eut jamais en ce palais qui n'avait pas été construit pour le recevoir qu'un domicile provisoire et on peut dire qu'il n'y fut jamais installé « dans ses meubles ». Son plus grand mérite, avec celui d'avoir servi d'abri à des collections assez inestimables, fut, sans doute, d'assurer la conservation du Palais lui-même, qui sans cette destination seconde se fut de plus en plus délabré au cours des temps et que nos farouches républicains, soucieux avant tout d'effacer les souvenirs d'une France monarchique, dont ils étaient issus, auraient rasé comme ils rasèrent les Tuileries. Le souvenir du château disparu s'est si bien effacé dans l'esprit des parisiens d'aujourd'hui que la

très
cemen
tructi
tectu
ries
de h
Elysé
ficatio
laquel
Ce n'e
nique
cette
non-se
Ce
qu'à
du ch
d'angl
vestis
sident
jet de
vre »,
tion d
voir
au se
jet de
rerait
tecture
d'un
ments
d'épou
projet
sagé
garant
de ma
réclam
ne pos
Est-i
du Lo
musée
de spé

très grande majorité ne saurait en déterminer l'emplacement. Cependant la brèche ouverte par sa stupide destruction est telle qu'elle enlève toute signification architecturale et historique à cet ensemble « Louvre-Tuileries », qui n'est plus aujourd'hui qu'une immense pince de homard, s'ouvrant sur la perspective des Champs-Élysées, perspective tant vantée, mais n'avait de signification qu'en fonction de cette façade des Tuileries, sur laquelle et en fonction de laquelle elle avait été ouverte. Ce n'est pas sans quelque stupeur que l'on entend chroniqueurs et journalistes s'extasier périodiquement sur cette opération de dégagement, qui est en fait un pur non-sens !

Ce n'est pas, non plus, sans un serrement de cœur qu'à l'entrée du Musée de l'Orangerie, cette dépendance du château disparu, dont il ne reste que les pavillons d'angle, celui de Flore et de Marsan, outrageusement travestis par les architectes éclectiques de l'époque du Président Jules Grévy, je considérais la maquette du « *Projet de restauration et d'achèvement du Palais du Louvre* », projet qui fut déposé en 1806 auprès de la Direction des Beaux-Arts par le Marquis de Forbin. Fallait-il voir dans la présentation inattendue de ce document, au seuil de cette exposition, l'amorce d'un timide projet de rétablissement des Tuileries, réalisation qui honorerait le « règne » réparerait une injure faite à l'Architecture et à l'Histoire, permettrait de doter enfin Paris d'un musée digne de ce nom, dont tous les aménagements, tous les dispositifs parfaitement susceptibles d'épouser la physionomie d'une architecture inspirée du projet de Percier et Fontaine, lesquels avaient déjà envisagé la reconstruction de l'ancien château, toutes les garanties de sécurité offertes par le recours à l'usage de matériaux incombustibles, seraient enfin ceux que réclame un grand musée d'art comparatif que la France ne possède pas encore ?

Est-il besoin de répéter et de souligner que le Musée du Louvre n'est qu'un Palais désaffecté, transformé en musée comme une cathédrale pourrait l'être en salle de spectacle, encore un tel transfert serait-il pratique-

ment et esthétiquement moins illogique ? Les maîtres du passé, présents dans leurs œuvres, sont aujourd'hui aussi mal logés qu'ils le furent au temps de la monarchie, lorsque vivants ils se partageaient les logements hétéroclites, les ateliers, les soupentes taillées dans les rez-de-chaussée de la Grande Galerie, dans ce désordre pittoresque et dangereux qui faisait dire à Napoléon, le jour où il eut le temps de s'en apercevoir et d'ordonner les expulsions : « *Ces bougres là, seraient capables de foutre le feu à mon palais* ». Si les installations actuelles sont moins pittoresques, plus ordonnées, voire plus esthétiques, elles ne sont ni plus rationnelles, ni plus fonctionnelles. Des incidents récents, deux commencements d'incendie, des menaces permanentes font du Louvre-musée un mauvais risque qu'aucune compagnie d'assurance ne voudrait assumer. Eclairages totalement défectueux, mesures de protection acoustique inexistantes (j'ai récemment soumis un memorandum à ce sujet au Directeur des Musées nationaux), cheminements incohérents, divisions arbitraires, dans tous les départements et particulièrement dans celui des peintures, un Cabinet des dessins — le plus riche du monde, plus de 80.000 pièces — logé comme ne le serait pas un marchand d'estampes du Faubourg Saint-Honoré ou le Old Bond Street, dans un contexte de couloirs, d'escaliers qui, en cas de sinistre, rendrait toute évacuation impossible, dont les mesures de sécurité et de protection permanentes sont dérisoires : parquets, armoires, tables, classeurs de bois, accumulations de cartons et de documents sur une étroite surface, sans coupe feux, ni gaines d'évacuation.

Que notre Ministre des affaires culturelles, auquel je ne chicanerai pas les éloges (quels que soient ses goûts personnels, ses options et ses prédilections il n'en est pas moins le seul ministre chargé du département des Beaux-Arts, avec tout ce qu'un tel qualificatif assez inadéquat peut avoir d'extensif, que la France ait jamais eu depuis les surintendants de l'Ancien Régime) que notre ministre dans sa campagne d'assainissement et de remise en état de notre patrimoine architectural ait déjà fait beaucoup pour le Louvre, ne serait-ce qu'en ordonnant l'indispen-

sable remise en valeur de la Colonnade, tant critiqué cependant par tant d'irresponsables imbéciles, c'est de toute évidence. Serait-ce trop demander qu'il lui soit permis de faire plus encore et, après la remise en état du Pavillon de Flore enfin évacué, d'entreprendre avec le rétablissement des Tuileries l'achèvement d'un grand dessein toujours en suspens. Pour ce faire il suffirait d'y sacrifier quelques « Mirages », quelques bombes H ou plus simplement de mettre en sommeil, en dépit des crédits engagés, le « Concorde », ce super-jet de pur prestige, qui n'est pas assuré de voler et dont les exemplaires, dans une entreprise qui n'est déjà pas rentable, feront, un jour les carcasses métalliques les plus coûteuses du monde. Ceci au profit d'un Louvre, complété, restauré en toutes ses parties, ses cours transformés en parterres et non en parkings ou en terrains de jeu pour les enfants du 1^{er} arrondissement, en dépôts de guano pour les pigeons nichés dans ses façades, ces pigeons *si chers* à tant de parisiens et encore *plus chers* pour les contribuables. Il suffirait d'ailleurs de suspendre *sine die* l'exécution des projets de voies-express transversales, qui non seulement ne résoudreont rien, car elles apportent une solution à de faux problèmes, et, sans remédier en quoi que ce soit aux encombrement chroniques de Paris, ne feront que créer des appels artificiels pour des circulations de transit absolument indésirables et inutiles. Les crédits considérables affectés à ces travaux stupides, qui apparaîtront parfaitement inutiles avant dix ans, permettraient les réalisations d'ordre culturel infiniment plus valables et nécessaires.

Cette grande œuvre accomplie, pourraient être abordées d'autres entreprises. Ayant enfin aménagé un appartement décent où entreposer nos meubles de famille, pourraient s'élaborer des projets d'avenir, destinés à exercer la verve de nos architectes futuristes. Le Louvre ne peut avoir la prétention d'être le lieu de rassemblement de toutes nos œuvres d'art, une immense nécropole où soit célébré le culte de tous nos grands disparus dans un recueillement de columbarium ou d'ossuaire. Le Louvre, qui ne peut être qu'un musée exemplaire, un centre

vivant de documentation et d'étude, aménagé comme il se doit, offrant toutes les ressources et tous les agréments qu'on peut légitimement en attendre, pas un Musée Grévin supérieur où s'égrène la file des badauds bavards ou somnolents, un haut lieu de l'art, un conservatoire de nos traditions dans ce qu'elles ont de plus nécessaire et de plus fécond. Ce que paraissent ignorer tant de primaires et d'hurluberlus, qui parlent périodiquement de bouter le feu à tous les musées du monde afin de pouvoir installer sans comparaison possible et sans remords, les produits de leur incommensurable nullité, c'est que les œuvres d'art dignes de ce nom, si elles sont des documents, sont avant tout des témoignages et des témoignages perpétuellement vivants. Il y a les œuvres et il y a l'optique qu'on peut en avoir. Cet optique se renouvelle constamment avec les générations, autant qu'elle se renouvelle dans l'esprit de chaque individu au fur et à mesure de son propre avancement esthétique. Décor de la vie, sans doute, mais au-delà des usages, des modes nécessairement et toujours transitoires, témoignage de beauté avec tout ce qui en émane pour la délectation, l'initiation, l'éducation des hommes, à quelque génération qu'ils appartiennent, de quelque société qu'ils puissent dépendre. Au nom d'un modernisme — lequel n'est le plus souvent qu'un mot vide de sens — accepté en ce qu'il peut avoir de significatif comme l'expression d'une activité transitoire, on prétend opérer des discriminations, décréter l'exil ou l'oubli de ce qui fut grand, de ce qui fut beau et qui non seulement le reste mais prend une dimension nouvelle avec le recul du temps et vette référence à *ce modernisme d'hier*, lui-même transitoire mais qui visait et atteignait souvent la permanence dans l'essence.

C'est la leçon qui se dégage de la présente exposition. Il en est d'autres, que suggère la multiplicité et l'hétérogénéité des objets qui ont pu y trouver place. Si le Louvre, grand musée d'art comparatif constitue un pôle d'attraction, continuant à exercer sur tant de donateurs un pouvoir de séduction incontestable, répondant à ce secret désir qu'en léguant leur collection en même temps que leur

nom à la grande Fondation nationale ils ne mourront pas tout entier, ce musée ne peut prétendre jouer le rôle d'un Léviathan absorbant avec l'écoulement des générations un capital d'art dont l'accumulation résulte d'une activité qui se mesure et s'apprécie à l'échelle du pays tout entier. Les œuvres d'art sont créées par des vivants pour les vivants et, en dehors de quelques œuvres majeures d'architecture publique, religieuses et profanes, pour l'usage et la délectation des individus. La chose est si vraie que nos grands entrepôts muséographiques ne s'enrichissent que par la libéralité des particuliers, qui sur le point de disparaître, et n'ayant personne à qui transmettre leurs collections, trouvent plus utile de les léguer à la collectivité, ce qui souvent n'est pour le donateur qu'un pis-aller.

Or les vivants ont un cadre d'existence déterminé, toujours limité en dépit des progrès des transports, lesquels tendent à faire bénéficier l'homme d'une sorte d'ubiquité, dont les bienfaits apparaissent de plus en plus contestables sinon d'ordre très conjectural, ceci sans parler des graves inconvénients qu'ils comportent. Cette observation pose le principe et la nécessité d'une décentralisation culturelle et artistique, dont la décentralisation muséographique, au même titre que la décentralisation universitaires, scolaire, technologique, doit être le préambule.

Ainsi le Louvre doit-il revêtir une valeur exemplaire pour toutes nos grandes métropoles régionales, dotées de musées comparables sinon par l'importance, tout au moins par la qualité des équipements et les possibilités d'utilisation. A Paris même, et compte tenu de la physiologie de l'agglomération parisienne, de ses divisions administratives, de ses pôles d'attraction multiples, il convient d'opérer une décentralisation et une déconcentration muséographique à l'échelle d'un corps déjà si vaste. Cette double opération doit se faire par spécialisation autant que par convenance. On parle de la rénovation des quartiers anciens, dont la vocation culturelle apparaît avec de plus en plus d'évidence dans le programme de réorganisation et de planification de la Ré-

gion parisienne, qui comptera bientôt plus de dix millions d'habitants.

Il existe déjà, dans Paris et hors Paris, nombre de fondations, ayant chacune son statut particulier, les unes dépendant de l'Etat, d'autres de la Ville et des communes périphériques, certaines de grands Etablissements publics ou reconnus d'utilité publique. Tout ce réseau pré-existant demande à être réorganisé, complété, sur les mêmes principes et selon les mêmes méthodes appliqués à la rénovation de notre grand musée national. Qui plus est et qui mieux est, ils doivent l'être à la dimension et dans le cadre du quartier où ils se situent, dont les richesses architecturales et les propres aménagements ont eux-mêmes valeur muséographique, tels le Quartier du Marais, ceux de la Cité et de l'Ile Saint-Louis, bientôt celui des Halles centrales, le Quartier de la Montagne St-Geneviève, d'autres encore. Toutes les convenances architecturales et historiques doivent être ici prises en considération afin d'obtenir les affectations les plus adéquates, les mises en valeur les plus suggestives ou les plus prestigieuses. Et afin d'arriver à ces résultats, outre les mesures générales d'aménagement qui s'imposent dans l'urbanisation, la sauvegarde, la restauration intelligente et sensible de tant d'édifices, même les plus modestes, il y a toute une réorganisation législative, réglementaire à entreprendre ou à poursuivre, des conflits d'attribution à trancher ou à aplanir, une harmonisation des efforts à promouvoir ou à faire aboutir. Alors, mais alors seulement, des manifestations telles que celle d'aujourd'hui, au lieu de rester plus ou moins confidentielles, auront leur plus large audience et atteindront le grand public.

CINQUANTENAIRE DE DEGAS

En ma précédente chronique je formulais le regret que les Musées nationaux n'aient pas cru devoir célébrer, fut-ce par la plus modeste des manifestations, le cinquantenaire de la mort de Edgar Degas, le grand artiste disparu trop discrètement en 1917, en pleine guerre. Ce vœu que je n'ai pas été le seul à formuler a

tout
ven
tué
sous
« La
Sém
ains
fam
d'aq
Be
com
Elle
l'ens
cont
men
isolé
cle,
est
Paur
tout
pres
prév
du
cour
alors
sée
plus
laun

tout de même été entendu et retenu, quoique bien tardivement, et a déterminé un remarquable accrochage effectué à partir du 15 décembre, au Musée du Jeu du Paume, sous le titre « *Trois tableaux majeurs de Degas* » : « *La famille Belleli — Scène de guerre au Moyen Age — Sémiramis construisant Babylone* ». Ces trois tableaux, ainsi qu'un accrochage de « *Portraits de membres de la famille de l'artiste* », étaient accompagnés de dessins et d'aquarelles se rapportant à leur préparation.

Belle exposition, quoique beaucoup trop discrète, elle ne comporte même pas une affiche à l'entrée du musée. Elle doit se tenir jusqu'en mars et mérite d'être vue, avec l'ensemble de ce Musée de l'Impressionisme, lequel continue à s'enrichir et dans lequel vient d'être justement intégré la *Collection Personnaz*, restée si longtemps isolée dans le circuit des Peintures françaises du XIX^e siècle, au second étage des pavillons de la Cour carrée. Il est à peine besoin de faire remarquer que le Jeu de Paume est d'ores et déjà très insuffisant pour abriter toutes les collections qui composent le Musée de l'Impressionisme, et qu'il faudra bien, un jour ou l'autre, prévoir le transfert de ces collections dans les galeries du Louvre, une fois les réaménagements du Palais en cours d'exécution terminés. Le Jeu de Paume deviendrait alors le musée réservé aux expositions temporaires, musée qui fait toujours défaut et dont l'Orangerie ne pourra plus tenir lieu lorsque la Donation « Walter-Paul Guillaume » y aura pris sa place définitive.

F.-H. LEM.

LES LIVRES DU MOIS

Pierre DOMINIQUE : *Les journées de juin* (Berger-Levrault).

Au cours du XIX^e siècle où fleurit — en l'absence des vieilles corporations — cette liberté du travail qui ne fut souvent que « la liberté de mourir de faim », la France a connu deux terribles crises. En 1871 la commune de Paris sur laquelle Pierre Dominique a écrit, a dit Kléber Haedens, « un livre brûlant et généreux, coloré, tragique et remuant comme un tableau de Goya ». Et, vingt-trois ans plus tôt, les journées de juin, qui, pour s'être déroulées en un plus court espace de temps que la commune, n'en furent pas moins affreusement sanglantes. La Commune est une tragédie plus politique que sociale les Journées de juin sont une tragédie purement sociale, le premier soulèvement d'un prolétariat tout neuf déjà refoulé cependant dans ses propres quartiers, et qui en surgit soudain, l'arme au poing. Première apparition de Spartacus.

Des politiciens qui se payaient de mots avaient promis le droit au travail, autrement dit la certitude alors impossible à assurer d'un travail constant et d'un salaire régulier. Ils inventèrent les Ateliers nationaux dont l'ouverture avait été une folie et dont la fermeture déclencha la catastrophe. Le Paris pauvre se souleva.

Ce soulèvement de Paris donne à Pierre Dominique l'occasion de tracer, avec ce talent qui lui est si particulier, le portrait des différents acteurs du drame : Blanqui, Tocqueville, Emile de Girardin, Lamartine, Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Louis Blanc, se succèdent au fil des pages, et plus particulièrement Cavaignac « dictateur » à la romaine qui grâce au canon fut vainqueur. Ce mouvement sans doctrine et cette révolution sans chef s'écroulèrent sur les barricades, mais ce furent les fils des victimes qui, vingt-deux ans plus tard, déclenchèrent la commune.

Pierre Dominique, qui a l'art de donner la vie aux faits qu'il rapporte, nous propose un récit d'un intérêt constant, aussi bien informé que bien écrit.

DOSS
du

Not
gner

« Cla
lectu

Ave
suppl

de q
et de

sants
D'E

Péri,
Laval

qui j
depu

On

rama
la gu

rale
leur

et de

Par

Brasi
rizon

merv

que

saires
le co

Un

et les

nouer

Jacqu

(25

Ces

n'ont
telle
tan q
pâles

Cela
facile
quête
de se
du M
deme

DOSSIERS (Les) DU CLAN : La mort en face, Paris, Ed. du Clan, 1967 (15 F).

Nous avons déjà eu l'occasion dans cette Revue de souligner à plusieurs reprises la valeur des productions du « Clan », valeur qui était politique bien sûr, mais aussi intellectuelle et artistique.

Avec son dernier dossier le Clan nous en apporte une preuve supplémentaire. Il se proposait de nous présenter la mort de quelques martyrs de la Résistance, de la Collaboration et de l'Algérie française. Il nous livre des textes bouleversants.

D'Estienne d'Orves à Bastien-Thiry, en passant par Gabriel Péri, les lycéens de Buffon, René Bonpain et par Darnand, Laval, Bassompierre, c'est un défilé tragique mais exemplaire qui jalonne, plus dignement que les abandons, notre histoire depuis 1939.

On oublie la Syrie, l'Indochine et l'Algérie, on oublie le ramassis d'arrivistes qui ont changé dix fois de veste depuis la guerre pour rester en place, on oublie la passivité générale du pays en regardant ces hommes vivre avec sérénité leur dernier moment parce qu'ils avaient décidé de refuser et de ne pas tricher avec l'honneur.

Parmi ces évocations, certaines, comme celle de Robert Brasillach, nous sont plus chères que d'autres, selon l'horizon d'où nous venons. Mais la préface de François Brigneau, merveilleusement fraternelle, vient aussitôt nous rappeler que tous ces hommes, même quand ils furent nos adversaires, n'ont pas accepté la fuite, que ce soit la fuite devant le combat ou la fuite devant la prison et la mort.

Un très beau livre d'exemples dont les dernières paroles et les derniers instants, à chaque fois, à chaque page vous nouent la gorge.

F. E.

Jacques SOUSTELLE : Les Quatre-Soleils, Paris, Plon, 1967 (25 F).

Ces « souvenirs et réflexions d'un ethnologue au Mexique » n'ont rien, on s'en doute, de strictement politique : M. Soustelle revient ici à ses premières amours, aux Soleils du Yucatan qu'il n'aurait sans doute jamais dû lâcher pour les deux pâles étoiles de Qui l'on sait.

Cela nous vaut en tout cas un livre attrayant et de lecture facile, plus consacré à des réflexions générales qu'à des enquêtes scientifiques précises. Si l'auteur nous livre un aperçu de ses études ethnologiques sur les Lacandons et les Otomis du Mexique, études au reste passionnantes, il débouche rapidement sur des considérations plus globales.

C'est ainsi qu'on pourra apprécier à sa juste valeur ce témoignage autorisé dont il ressort que, contrairement aux utopies teilhardiennes, les civilisations n'obéissent nullement à une loi de progrès inéluctable, qu'elles sont au contraire périssables et toutes susceptibles de régression : le haut degré de technicité que nous avons atteint aujourd'hui ne nous met pas à l'abri, demain, d'un retour à la barbarie.

On regrettera cependant qu'après avoir noté l'absence, dans la théorie de Teilhard de Chardin, de toute référence scientifique, de toute preuve appliquée, en un mot de toute justification fondée sur les faits, M. Soustelle trahisse ses anciennes fonctions au Comité France-Israël en affirmant froidement : « il n'y a pas de « race » juive », sans autre forme de procès.

On pourra donc goûter l'aisance de l'auteur à joindre les sommets philosophiques aux menus faits de la vie quotidienne des peuplades du Mexique sans, pour autant suivre l'auteur dans des conclusions parfois très approximatives. Il est remarquable que sur tous les points où M. Soustelle présente une argumentation circonstanciée nous ne pouvons qu'opiner ; il est non moins remarquable qu'il nous faille refuser toutes les assertions qu'il n'a pas tenté de justifier (et pour cause !)

La valeur de M. Soustelle comme ethnologue ne doit pas cacher les insuffisances politiques et philosophiques qu'il a révélées au cours de sa carrière, ni d'ailleurs le courage de la prise de position qui l'a conduit à l'exil. Il est nécessaire, comme toujours, de distinguer soigneusement les domaines si l'on veut apprécier les détails de ce livre tout en refusant certaines conclusions fort discutables.

F. E.

CRAPOUILLOT (Le) : Le Petit De Gaulle illustré, Nouvelle série, n° 1, 1967-68, 7,50 F.

C'est une petite synthèse excellente présentée par **Le Cra-pouillot** sous le patronage incisif d'une préface d'Henri Jean-son. La baudruche est dégonflée, ramenée à sa taille humaine (ce qui n'est déjà pas si mal !) et on a rectifié, comme il se devait, à base de documents d'époque, les falsifications indulgentes que ce « haut-parleur » prétendait apporter à son histoire : tout finit par se savoir.

Synthèse concise, bien équilibrée et somme toute assez objective, incomplète certes mais qui offre un excellent petit volume de référence pour la conversation courante.

Que reste-t-il de tant de rodomontades, de coups de gomme et de vol de pièces officielles peu flatteuses : « une statue en contreplaqué sur socle d'argile ». Que restera-t-il de cette

statue
car le
demain
et de
grand

Eter
meille
monar
nisés
rius a
teur
mots
doit
Qu'i
gence.

Jep P
dém

Cett
agréal
était
fut br
gouve
prouv
qui n
tions
naise
aux c
Rouss
Palest
ment
tivem

à une
avec
ciens

l'Espa

Cela
ration
livre
ment
desce
du X
les su
lité d
terre
dispos
la sui
lon, J

statue après la mort de l'original : encore moins sans doute car les apologistes d'aujourd'hui s'empresseront de brûler demain ce qu'ils ont adoré, avec d'autant plus de violence et de fiel qu'ils auront à faire pardonner une plus ou moins grande vilenie.

Eternels recommencements de l'Histoire ! Même pour les meilleurs empereurs il a suffi parfois d'un changement de monarque pour inciter la foule versatile qui les avait divinisés de leur vivant à jeter leur cadavre au fleuve. « Tiberius ad Tiberim ! » : je laisse au monarque actuel, si amateur de clichés antiques, le soin de méditer sur ces trois mots dans les solitudes glacées de La Boisserie où son pas doit déjà retentir avec une résonance sépulcrale.

Qu'il sache que pour lui nous n'aurons ni pitié, ni indulgence.

F. E.

Jep PASCOT : Grandes heures du Roussillon, Librairie Académique Perrin.

Cette étude rapide de l'histoire du Roussillon est un livre agréable et écrit avec talent. Jep Pascot, qui en est l'auteur, était connu autrefois dans les milieux sportifs où sa carrière fut brillante. Il a été ensuite commissaire aux Sports du gouvernement de Vichy. Son histoire cursive du Roussillon prouve que les Catalans ont toujours eu mauvaise tête, ce qui ne les a pas empêchés d'accepter toutes les collaborations possibles. Lieu de passage naturel entre la Narbonnaise et l'Espagne, exposé aux conquêtes, aux débordements, aux coups de main, région de transit et de protectorat, le Roussillon a un destin qui ressemble beaucoup à celui de la Palestine et de la terre de Canaan. Aussi a-t-il été constamment disputé entre l'Espagne et la France. Conquis alternativement par l'un ou par l'autre, passant d'une domination à une autre et d'une collaboration à une autre, en général avec mauvaise humeur, les Catalans étant, comme les Alsaciens francophiles quand le Prince est espagnol et ami de l'Espagne quand le Prince est français.

Cela n'allait pas sans s'accompagner de massacres, d'épurations et de férocités diverses, dont on trouvera dans ce livre de dramatiques exemples. Il existe encore probablement dans les petits villages des environs de Perpignan des descendants directs de ces héros de la Catalogne du XV^e ou du XVI^e siècle, qui succombèrent dans les massacres ou les supplices. Il faut avouer que l'auteur a mal vu l'originalité de ces figures qui se détachent sur l'histoire de cette terre dont le destin fut si souvent dramatique. Au lieu de disposer comme des relais ces incarnations héroïques dont la suite contient toute la gloire et la grandeur du Roussillon, Jep Pascot les noie trop souvent dans une grisaille de

ternes reconstitutions historiques. Il n'est pour personne, contre personne. Les passions d'autrefois sont bien mortes pour lui : il ne soupçonne pas qu'elles cachent peut-être d'étranges braises.

Quand il arrive à notre époque, son inaptitude à s'élever et son impuissance à prendre une vue en relief de son pays en même temps que de notre temps amènent le malheureux auteur à des énumérations d'une triste platitude et d'une complète insignifiance. Comment Jep Pascot n'a-t-il pas vu que l'écrivain qui symbolise le mieux, auquel aboutit le mieux le dramatique destin de la Catalogne est précisément Robert Brasillach, presque inconnu aujourd'hui dans sa province natale, écrasé sous les hommages locaux au tortueux Arago et au poussif Joffre ?

L'histoire dramatique de cette province française, la lignée de tous ces martyrs aboutit finalement aux événements tragiques de 1944. Comment l'auteur n'a-t-il pas reconnu les Cathares, les Chouans de Charette, les Carlistes sous les déguisements que notre époque leur donnait ? C'est dommage. Si l'auteur avait su surmonter cette timidité, il aurait pu faire un très bon livre de ce panorama qu'on peut trouver sous sa forme actuelle agréable, certes, mais un peu dispersé et court.

(Parmi les livres consacrés à l'histoire des provinces françaises, nous rappelons à nos lecteurs qu'il existe sur le Berry une charmante monographie due à notre ami Romain Roussel : **Jacques Cœur le Magnifique** (Editions Berger-Levrault, 1965). Romain Roussel est le rédacteur en chef de **Le Monde et la Vie** dont on connaît les courageuses prises de position depuis les deux dernières années en ce qui concerne le Maréchal Pétain et Pierre Laval).

Jacques ELLUL : **Métamorphose du bourgeois**, Paris, Calmann-Lévy.

Le petit livre agréable et pertinent de Jacques Ellul contient des observations sagaces et ingénieuses sur lesquelles on peut réfléchir avec profit. La liberté d'esprit de Jacques Ellul évoque, sur un ton moins amer et moins pessimiste, certaines études de Robert Poulet.

Il nous a paru bon de signaler l'apparition de ce livre qui est accueilli, semble-t-il, avec un très estimable succès par la critique, parce que Jacques Ellul n'est pas du tout, pour nous, un inconnu. Ce pasteur protestant, âgé aujourd'hui de cinquante-cinq ans, s'est fait connaître vingt ans plus tôt, en 1947, par l'attitude courageuse qu'il a prise contre le procès de Nuremberg.

« De quelque côté que l'on se tourne, écrivit-il à ce mo-

ment-
incert
ment
à la C
Par
place
nous
qui fu
ceux
de V
de Fr
au Po
nier.
Nuren
conna
les p
procès

Driès

C'es
tholiqu
niste.
à met
d'hui
audac
de l'E

Paul
par

Nou
17 ×
prises
de 466
en cou
publié
et c'es
guerre

DAVIS
de la

Cette
gammé
scientifi
L'aut
rempla

ment-là, sur le terrain juridique on ne constate que vanité, incertitude, incohérence. On ne peut attribuer aucun fondement juridique valable à ce procès, aucune valeur de droit à la condamnation. Pourquoi avoir joué toute cette parade ? » Par les positions qu'il prit alors, Jacques Ellul se fit une place dans une équipe courageuse dont, vingt ans plus tard, nous n'avons pas oublié les noms, ceux du Père jésuite Lener, qui fut en cette occasion le porte-parole officieux du Vatican, ceux du duc de Bedford en Angleterre et de Lord Hankey, de Victor Gollancz et Montgomery Belgion en Angleterre, de Freda Utey aux Etats-Unis, du juriste Jaô das Ragraas au Portugal, de J.-P. Veale, bientôt rejoints par Paul Rassinier. On se souvient que c'est le procès intenté au célèbre Nuremberg ou la Terre promise de Maurice Bardèche qui fit connaître au public français les noms de ceux qui furent les premiers dans le monde entier à protester contre le procès de Nuremberg.

Driès VAN COILLIE : J'ai subi le lavage de cerveau.

C'est un document très important publié par un prêtre catholique qui a vécu pendant quinze ans en Chine communiste. Ce témoignage constitue un document de premier ordre à mettre sous les yeux des Chrétiens qui considèrent aujourd'hui la pensée de Mao comme une interprétation un peu audacieuse certes, mais après tout nullement condamnable, de l'Évangile.

Paul CARRELL : Der Russland krieg, Photographies prises par des soldats.

Nous signalons cet album très intéressant dans le format 17 x 22 comportant essentiellement des photos de soldats prises pendant la campagne de Russie. L'album se compose de 466 pages et contient 700 photos dont 86 sont des photos en couleurs absolument originales et qui n'ont jamais été publiées autre part. Cet ensemble de documents est unique et c'est un bon élément pour une bibliothèque sur la seconde guerre mondiale.

DAVIS (Renée), La croix gammée, cette énigme, Paris, Presses de la Cité, 1967, 15 F.

Cette première grande monographie consacrée à la croix gammée et au problème de ses origines aurait pu être, sinon scientifique, du moins sérieuse. Il n'en est rien.

L'auteur, passionnée de cet ésotérisme bon marché qui remplace volontiers le conte de fées au siècle de l'atome

et de l'ésotérisme scientifique illustré par M. Pauwels et sa revue *Planète*, prétend voir dans la croix gammée un symbole magique religieusement transmis du fond des âges. Aussi a-t-on droit, à cette occasion, à toutes les théories les plus fantaisistes sur l'origine de l'humanité, y compris à la théorie de l'Atlantide. Il semble d'ailleurs que l'auteur ait un réel penchant pour l'hypothèse d'une origine atlante de la croix gammée.

Bref, l'ouvrage ne cesse de déréaliser de bout en bout et plaira certainement aux amateurs de science-fiction historique et proto-historique.

Mais notre indulgence amusée a quand même ses limites. Et expliquer la chute du III^e Reich par le fait qu'Hitler a pris la croix gammée dans son sens dextrogyre — sens ésotériquement « maléfique » — relève plutôt de l'aliénation mentale. Non seulement les croix dextrogyres sont attestées dès la plus haute antiquité (fusaiöle d'Hissarlik in *Rev. archéologique*, 1909 ; triquètres de lances runiques de Torcello et Kowel in *Rev. archéologique*, 1884 ; plat de Camiros in *Dict. des Antiquités de Saglio*, art. Gorgones), mais on voit mal comment le « groupe de Thulé » et de « moine aux gants verts », qui entouraient Hitler selon M^{me} Davis, auraient sciemment choisi un sens dextrogyre maléfique au risque d'attirer sur le III^e Reich les foudres célestes.

Enfin, on ne voit guère l'utilité, dans une étude sur la croix gammée et son histoire, de cette conclusion : « Jamais avant l'avènement du nazisme la svatiska n'a été représentative d'un corps de doctrines racistes ». Que je sache, la croix gammée n'a pas été choisie par le III^e Reich pour symboliser l'aspect raciste de sa doctrine mais pour exprimer une référence à l'origine indo-aryenne des peuples d'Europe, donc d'Allemagne : il s'agit là d'une constatation purement historique, indépendante d'un éventuel jugement de valeur sur l'inégalité et la non-identité des races humaines.

En fin de compte un tissu de hautes fantaisies que sauve, dans une faible mesure, une iconographie intéressante. Le livre enthousiasmera les mythomanes et offrira une désopilante réaction aux archéologues et aux historiens.

F. E.

Re

La re
ques d
d'opinio
que no
guerre

Les
Louis F
jorité s
taire su
ser le
retenon

— Inva
les
— Occu
risée
— Stab
Unis
Sud-
la s
— Con
perd
la l
— Arré
Nor
niste

Revue de la Presse d'opposition internationale

La revue Perspective du 13 janvier 1968 résume en quelques données claires les résultats d'un récent sondage d'opinion aux Etats-Unis qui confirme l'interprétation que nous donnons dans notre article de tête sur la guerre du Vietnam.

Les derniers sondages de l'opinion américaine par Louis Harris ont prouvé que celle-ci, par une large majorité souhaitait un accroissement de la pression militaire sur le Nord-Vietnam pour convaincre Hanoï de cesser le combat. Parmi les nombreuses questions posées, retenons-en quelques-unes :

	pour	contre	ne savent pas
— Invasion du Nord-Vietnam par les troupes américaines	49 %	29 %	22 %
— Occupation de la zone démilitarisée	47 %	21 %	32 %
— Stabilisation du rôle des Etats-Unis et amélioration de l'armée Sud-Vietnamienne pour prendre la suite	66 %	15 %	19 %
— Convaincre les communistes qu'ils perdront la guerre s'ils continuent la lutte	58 %	24 %	18 %
— Arrêter les bombardements du Nord pour voir si les communistes viendront alors négocier ..	24 %	63 %	13 %

Un autre sondage encore plus récent (7 janvier) confirme la remontée spectaculaire de M. Johnson dans l'opinion publique américaine. Louis Harris donne maintenant L.B.J. gagnant sur tous les candidats républicains possibles sauf M. Rockefeller avec qui il serait à égalité. C'est avec ces chiffres présents à l'esprit qu'il faut considérer la réaction américaine aux dernières déclarations du Ministre Nguyen Duy Trinh confirmées par la délégation Nord-Vietnamienne à Paris. Le porte-paroles à Hanoï a dit que si les Américains arrêtaient inconditionnellement leurs bombardements et leurs autres actes de guerre sur le Nord-Vietnam, des conversations auront lieu entre Washington et Hanoï. Ses prédécesseurs avaient dit : « pourraient avoir lieu ». Pour un Européen, la différence est d'importance et cette déclaration a suscité dans le monde entier des espoirs que ceux qui connaissent les raisonnements à l'asiatique ont quelque mal à partager. Néanmoins on souligne la reprise à Varsovie des conversations entre l'ambassadeur U.S. Gronouski et le chargé d'affaires chinois. On parle de médiation de l'Indonésie. On se demande si l'envoyé du président Johnson au Cambodge rencontrera les représentants du Front de Libération. Dans le *New York Times* du 8 janvier, C.L. Subzberger laisse même entendre que Saïgon rechercherait maintenant un rapprochement avec la France. Et les commentateurs de tout poil voient dans cet ensemble de faits ou de supputations une atmosphère de prénégociations alors que les combats n'ont jamais été plus meurtriers et l'agressivité de forces Nord-vietnamiennes et Vietcongs plus mordantes.

Nous avons attiré l'attention de nos lecteurs, dans un précédent article, n° 67, p. 6, sur la légèreté avec laquelle avaient été conclues les clauses du Kennedy Round qui entreront en vigueur en juillet 1968, et dont l'échéance est plus grave, à notre avis, que celle du Marché Commun. Voici quelques précisions données à ce sujet dans une brochure diffusée par l'Aurore sous le titre : Marché Commun, Kennedy Round, quatre études de « l'Aurore ».

Que représente pour la France le « Kennedy round » ?

Un péril d'ordre économique, s'ajoutant aux difficultés graves que notre enquête a déjà montrées à propos de l'abolition des douanes européennes, le 1^{er} juillet 1968.

Les droits INDUSTRIELS français (applicables à tout produit qui ne vient pas du Marché commun) sont actuellement en moyenne de 18 %.

Un tarif extérieur commun aux Six a été élaboré. Il est, toujours en moyenne, de 12 %.

Nos partenaires l'ont mis en vigueur. Nous ne l'avons pas encore adopté.

Mais ce tarif européen sera, en vertu du « Kennedy round », réduit du cinquième à partir du 1^{er} juillet.

En 1972, la moyenne des droits industriels perçus aux frontières de l'Europe ne se situera plus qu'entre 7 et 8 %.

Liés par nos engagements envers les Six, nous sommes contraints, *partant de notre protection actuelle, de nous aligner sur le tarif extérieur, lui-même diminué comme il est dit ci-dessus.*

Cela signifiera pour la France un désarmement douanier massif (oscillant en 30 et 45 %). Il paraît devoir mettre en difficulté plusieurs secteurs importants.

C'est ce que le rapporteur général de la Commission des Finances, Philippe RIVAIN, a souligné, non sans alarmes, en examinant le budget 1968.

C'est ce que Pierre MENDES-FRANCE a mis au premier rang de ses préoccupations, le 6 octobre, devant la presse diplomatique.

C'est ce que toutes les *organisations professionnelles françaises* ont relevé dans leurs commentaires sur la double échéance de juillet.

Et ce qu'enfin Olivier GUICHARD, ministre de l'Industrie, défendant ses crédits au Palais-Bourbon, a défini comme une menace immédiate pour notre économie.

Il a cité le cas de l'AUTOMOBILE : la protection va tomber de 30 à 17 % le 1^{er} juillet, et à 11,5 % sous délai de cinq ans.

Le désarmement douanier sur l'automobile dépassera au milieu de l'année 1968 la proportion des quatre dixièmes, sur les charges actuellement applicables hors de l'Europe des Six.

Outre sa compétitivité compromise dans le Marché commun, notre économie voit donc grandir un nouveau péril.

Un risque qui n'a pas été évalué

Un autre aspect de la situation créée par l'accord tarifaire de Genève semble avoir échappé à l'attention des gouvernements. Ou pressés d'en finir, l'ont-ils trop négligé.

En vérité, tandis qu'Américains et Européens se chamaillent sur l'« American selling », un problème d'une tout autre dimension prenait corps, un problème qui intéressait les nations industrielles parvenues à un haut degré de développement social, celles qui pratiquent des salaires élevés et qui, tranchons le mot, *garantissent à leurs travailleurs le niveau de vie occidental.*

Répondent à cette définition : *Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, les Six du Marché commun, les Scandinaves, la Suisse* et quelques autres de moindre puissance productive.

En face, les pays dits « *en voie de développement* », qui entretiennent une industrie naissante — limitée mais vigoureuse dans certains secteurs — sur la base de coûts de revient très bas, parce que les salaires sont ce qu'ils sont, les charges sociales réduites ou nulles, les frais généraux et les impôts très faibles.

Entre ces deux « mondes » le *Japon*, dont le fulgurant essor étonne...

L'accord de Genève a ouvert ainsi les pays hautement évolués, et notamment ceux du Marché commun, à une concurrence parfois, souvent IMPARABLE.

Le « miracle » japonais

Nous ne faisons ici le procès de personne. Nous évoquons donc le Japon et la percée qu'il réussit dans l'uni-

vers
mais
De
—
duit
est r
quan
sure
duell
—
social
les ch
tion.
Cet
dition
No
ponai
Cet
les c
Nous
Qu'
Ch
Ch
Ch
PLUS
C'es
trepri
per e
La
une r
vestis
fait le
L'in
258 %
Dan
passés
Le J
« gra
Voie

vers industriel avec l'admiration due à la performance, mais aussi l'appréhension qu'elle fait naître.

Deux marques liminaires :

— le *produit national japonais* a égalé en 1967 le produit français ; cela signifie que la même somme globale est répartie entre 100 millions d'individus au Japon ; cinquante millions en France. Cette première indication mesure la différence de niveau de vie. *Les ressources individuelles, les salaires inéluctablement, en portent la marque.*

— *Quant aux salaires différés, c'est-à-dire aux charges sociales reversées sous forme de prestations, un test sur les chantiers navals japonais donne : 17 % des rémunération. En France : près de 49 %.*

Cette seconde remarque définit mieux encore les conditions de la concurrence.

Nous y ajouterons le poids très léger de la fiscalité japonaise.

Cette enquête a déjà montré dans quelle large mesure les coûts de revient dépendent des charges publiques. Nous avons produit des chiffres par tête d'habitant.

Qu'en est-il au Japon ?

Chaque Japonais est redevable de 590 francs à l'Etat.

Chaque Allemand de 1.500 F.

Chaque Français de 2.440 francs (soit QUATRE FOIS PLUS que les Japonais).

C'est un truisme d'affirmer : si l'Etat prend moins, l'entreprise privée dispose de plus de ressources pour s'équiper et produire.

La modicité des impôts a laissé à l'industrie nippone une masse énorme de capitaux disponibles pour les investissements. Les qualités propres au peuple japonais ont fait le reste.

L'indice de sa production industrielle a augmenté de 258 % en neuf ans.

Dans le Marché commun, les 60 % n'ont guère été dépassés et la France plafonne depuis un an à 52 %.

Le Japon, ruiné en 1945, s'est hissé de la sorte parmi les « grands » de la planète.

Voici quelques exemples :

Chantiers navals :

En 1945, 150.000 tonnes de bateaux lancés.

En 1966, 6,7 millions de tonnes, soit 47 % de la production mondiale. Exportations : 4,7 millions de tonnes. Parmi les six plus grands chantiers du monde, cinq sont japonais.

Automobiles :

En 1945 : production nulle.

En 1966 : 2.300.000 véhicules fabriqués ont fait de l'industrie auto japonaise la troisième du monde.

Sidérurgie :

Le Japon n'a ni charbon à coke, ni minerai. Il fait venir son charbon des Etats-Unis, son minerai d'Amérique du Sud, de l'Inde, de l'Australie.

A une cadence d'expansion qui a atteint au cours de la dernière décennie jusqu'à 15,7 % par an, le Japon est aujourd'hui, avec 47 millions de tonnes (plus du double de la production française), le troisième « grand » du monde pour l'acier et le premier exportateur.

Ce pays, confiné jadis dans la « pacotille », met en service des hauts fourneaux géants, dont l'automatisation est poussée à l'extrême.

Le vainqueur désigné du Kennedy Round

Tel est l'extraordinaire concurrent auquel se trouvent confrontées les économies occidentales, ce concurrent devant lequel, à l'issue du Kennedy Round, les Etats du Marché Commun ont consenti à « désarmer ».

L'argument qui invoque l'abaissement réciproque des droits de douane a peu de poids.

Qu'avons-nous à vendre, nous, Français, au Japon ? Au tableau de bord de son économie, chapitre importations, la France figurait en 1965 pour 1 %.

Le « Kennedy Round » a été signé le 15 mai 1967.

Quelles consultations ont eu lieu sur ces éventualités entre les dirigeants des pays du Marché Commun, entre eux et l'exécutif bruxellois qui a pour mission de veiller sur l'Europe ?

Si ces consultations ont eu lieu, quelle parade a été conçue ?



Les mercenaires européens désavoués et internés au Rwanda sont actuellement l'enjeu d'une série de pressions de la part de plusieurs Etats pro-communistes d'Afrique noire. Contrairement à toutes les règles de conventions internationales et en dépit des démarches et des protestations de la Croix-Rouge, leur extradition, qui équivaut à leur massacre pur et simple, est réclamée avec insistance. Les intellectuels français, toujours prompts à s'indigner de l'extradition d'estimables pilleurs de banques qui pratiquent le hold up pour les raisons les plus élevées, n'ont pas cru devoir manifester la moindre émotion en cette circonstance. La Nation belge a publié dans son n° 93 de janvier 1968 la protestation suivante que nous faisons connaître à nos lecteurs.

PETITION

Les soussignés s'adressent à la Chambre des Représentants de Belgique pour leur transmettre la présente pétition.

Il y a, actuellement, au Rwanda une bonne centaine d'êtres humains, qui sont, arbitrairement, privés de leur liberté et enfermés dans un camp. On se prépare à les livrer à la mort, en les extradant et en les mettant à la discrétion des Congolais.

Le monde attend que quelqu'un bouge pour défendre ces malheureux. Mais personne ne bouge et chaque jour apporte des nouvelles plus alarmantes aux familles terrorisées des prisonniers.

Quoi que l'on puisse reprocher à ces hommes, on ne pourra jamais justifier le martyr moral qu'on leur impose depuis deux mois, ni la mort qu'on leur prépare.

Quoi que l'on puisse leur reprocher, on ne peut pas oublier qu'ils ont volontairement mis bas les armes pour répondre aux offres de la Croix Rouge Internationale et aux PROMESSES du Président de la République Démocratique Congolaise.

Les soussignés croient en la valeur de la parole donnée et sont certains que la Chambre éprouve le respect de celle-ci. C'est pourquoi, ils adjurent la Chambre de voter une motion chargeant notre Ministre des Affaires Etrangères de porter à la Tribune de l'O.N.U. la question du rapatriement d'urgence des internés du Rwanda vers leurs pays respectifs d'origine.

Les soussignés admirent les paroles de paix prononcées à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel an. Ils préféreraient quand même à ces discours un seul petit acte concret de charité et de justice.

Cette pétition est signée du général Janssens, de M. Gérard Hupin, directeur de la Nation belge, des principaux membres du comité de rédaction de ce journal, ainsi que de MM. Jean Devyver et Jacques Lahaye. Nous ferons parvenir à la direction du journal belge les lettres que nos lecteurs nous adresseront à ce sujet.

*
**

N
env
et
mun
tict

L
Con
dar
ma
qu'
Sui
mi
Par
I
ret
cré
ont
qu'
bri
bas
dép
far
leta
me
mu
jou
au
Et

Les Communistes pro-chinois en Italie

Nous donnons ci-dessous les informations que nous a envoyées notre correspondant italien Agostino E. Carrino et qui ne nous étaient pas parvenues à temps pour notre numéro spécial sur les Communistes pro-chinois. Cet article tardif est à mettre au dossier de ce numéro.

Livourne, 15 octobre 1966. D'une fenêtre de l'Hôtel Corsica se montre le député Vincenzo Misefari. Il serre dans sa main un drapeau rouge avec la faucille et le marteau. Les journalistes présents apprendront ainsi qu'aussi l'Italie, après la Belgique, la Hollande et la Suisse, abrite un Parti Communiste pro-chinois. La dénomination du Parti est annoncée par le même Misefari : *Parti Communiste d'Italie (marx-léniniste)*.

Il n'y a pas de doute que les hommes qui se sont retrouvés à Livourne ont su saisir le bon moment pour créer leur mouvement. Les semaines précédentes, en fait, ont vu se répandre les démissions du P.C.I., surtout, outre qu'à Milan, Parme, Gênes, dans le Sud du Pays, en Calabrie et Sicilie. Il ne s'agit pas seulement d'éléments « de base » qui s'éloignent du Parti. Avec les autres sont les députés Michele Semeraro, Aldo Pugliese, Vincenzo Misefari. M. Semeraro fonde à Palerme un journal, « Il Proletario », autour duquel il cherche à rassembler les éléments les plus « intransigeants » et mécontents du communisme sicilien. Les « fuites » pro-chinoises se font toujours plus nombreuses : le député pro-russe Ingrao court au Sud chercher à mettre en ordre la situation. Il échoue. Et échouent aussi M. Amendola et le Secrétaire National

M. Luigi Longo. Dans les cités de la Calabrie les pro-chinois organisent meetings assez plein de monde ; à Rome actions démonstratives sont mises en place contre les sièges d'Institutions américaines ; au Nord les rangs des « intransigeants » grossissent : M. Semeraro et ses amis conflués dans la « Ligue marx-léniniste d'Italie » décident de créer le nouveau Parti. Ce parti dispose d'un propre organe de presse, « Nuova Unità », hebdomadaire, avec un propre correspondant à La Mecque et une diffusion très vaste. En outre, tous les soirs les fidèles de Mao peuvent écouter les émissions de Radio Tirana ou de Radio Pékin. Mais quelles sont les origines de cette vague jaune qui menace les communistes pro-russes ?

Les origines du nouveau Parti Communiste sont à chercher dans l'été de 1963, quand, en coïncidence avec une large œuvre d'« orientation » sur le différend russo-chinois à l'intérieur du Parti Communiste, groupes de « révolutionnaires » peu convaincus des idées de la Direction, se détachent du Parti en fondant associations pour l'amitié avec la Chine ou l'Albanie, et Ligues très variées d'orthodoxie marxiste, souvent en opposition.

Le groupe le plus actif fut la « League marx-léniniste » au sein de laquelle, toutefois, une scission se produit en 64 : les nouveaux dissidents créent la « Fédération marx-léniniste d'Italie ». Leur journal est nommé « Rivoluzione Proletaria ». Sur le plan culturel le drapeau révolutionnaire est hissé par la maison d'édition « Oriente », avec siège à Milan, autour de laquelle se forme un groupe « d'amis de la maison Oriente ». Les activités culturelles de « Oriente » ? Diffusion du fameux livre rouge de Mao, édité à Pékin en édition italienne, diffusion des revues chinoises, tel « La Cina », « Le Commerce extérieur de la China », « Peking Review » et « Peking Information », etc., édition d'œuvres de Mao, Lénine, Grippa, etc. Le groupe d'amis de « Oriente », en tout cas, n'est pas seulement un groupe « d'étude » : dois-je rappeler qu'à ce groupe sont attribués nombre d'attentats à postes américains en Italie ? L'an dernier la directrice de la maison M^{me} Maria Régis fut arrêtée pour détention abu-

sive
pres

En
nality
méda
la Je
créa
mun

Co
chan
lénin
pro-c
avers
calcu

Parti

titue

ment

du vi

ter v

Italie

révol

se so

de m

dans

les C

Et

Parti

Atten

les p

D'a
Bern
ce n'e
rades
rer l
arriv
ricair
sont
la Ré
Les
pro-r

sive d'armes, et un certain M. Sacchi s'enfuit en Albanie pressé par la police.

Entre les premiers dissidents sont aussi des personnalités comme le docteur Vincenzo Calo (décoré de la médaille d'or pour avoir fondé la « Ligue Mondiale de la Jeunesse Communiste » avec le Russe Scelepine) lequel créa à Padoue une groupe personnel avec d'autres ex-communistes pro-russes assez connus.

Combien sont les pro-chinois italiens et combien de chances ont-ils ? Disons d'ores et déjà que le Parti marx-léniniste n'a pas réussi à grouper autour de lui tous les pro-chinois. D'aucuns, bien au contraire, regardent avec aversion le nouveau Parti. En tout cas, je pense pouvoir calculer le nombre des pro-chinois italiens (« Oriente », Parti, groupes indépendants) en 50.000. Peuvent-ils constituer un péril pour les « Russes » ? Oui. Selon un document de la direction du P.C.I., les militants « touchés » du virus chinois sont plus de 80.000, et ils semblent s'orienter vers les formations dissidentes. Le Parti Communiste Italien, désormais, ne peut plus satisfaire les aspirations révolutionnaires de la base militante : les « gerarchi » se sont embourgeoisés, ils possèdent villas de centaines de millions (en liras), dirigent des sociétés spécialisées dans le commerce avec l'Est, parlent de dialogue avec les Catholiques.

Et encore, indépendamment des 80.000 pro-chinois du Parti officiel, les dissidents sont actifs par tout le pays. Attentats, grèves très graves ont été mises en place par les pro-chinois : à Gênes, Trieste.

D'autre part, l'argent ne manque pas. La centrale de Berne ravitaille abondamment le Parti marx-léniniste : ce n'est pas un mystère. Il y a, en outre, l'appui des camarades de Tirana et ceux de Pékin se pressent de procurer le matériel de propagande : tous les mois de Pékin arrivent les lettres « de la Chine » de la journaliste américaine Anna Louise Strong. Les murs des cités d'Italie sont couverts d'affiches concernant Staline, Mao, Lénine, la Révolution mondiale.

Les pro-russes sont en agitation. Les bagarres entre pro-russes et pro-chinois se multiplient : tout récemment,

en coïncidence avec la visite de Johnson au Pape, les rues de Rome ont vu de féroces bastonnades entre les « frères séparés » plutôt que des manifestations contre l'impérialisme des Etats-Unis.

Les thèmes de la propagande des « jaunes » italiens sont les mêmes que ceux de la propagande de Radio-Pékin ou Tirana ou du « Quotidien du Peuple ». Il suffit de lire le dernier numéro de « Nuova Unità » pour s'en rendre compte : les Russes sont des révisionnistes, des alliés de l'impérialisme américain. Paul VI ? Un intermédiaire entre les deux « seigneurs de la guerre ».

Il y a des personnes qui croient que le différend russo-chinois, aussi bien que le différend entre orthodoxes et « révisionnistes », soit une « feinte ». C'est absolument absurde et puéril. La question, plutôt, est une autre : ce contraste est « idéologique » ou, bien au contraire, « d'intérêt » ? Je pense qu'entre Pékin et Moscou c'est la raison territoriale qui compte vraiment. La Chine est un Pays surpeuplé : la terre est souvent stérile. La Russie a des terres fertiles, jadis du Céleste Empire. Mao Tse-Toung veut les terres des Russes : voici le fond du problème. Toutefois le contraste avec les Pays européens est réellement idéologique. Il ne faut pas le démontrer : c'est bien évident. La situation n'est plus comme il y a 50 ans : les communistes s'adaptent au nouveau et les « purs », les idéalistes (il y en a aussi bien dans les communistes), refusent d'accepter tout ceci. Et voilà le différend. Par conséquent, les notables du P.C.I. doivent se mettre en garde : au printemps prochain il y aura en Italie les élections générales et les pro-chinois feront sentir leur propre voix, pas très agréable (pour les « russes », bien sûr).

AGOSTINO E. CARRINO.

Le gérant : Maurice BARDECHE
Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux
N° D'IMPRIMEUR : 781